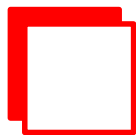


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°202 - 1,50 € - Mars 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

Jetons de l'huile sur le feu des luttes !

Au fil des semaines, au fur et à mesure où s'accumulent les informations concernant les pertes colossales enregistrées, au cours de l'année dernière ou de ces seuls derniers mois, par les banques et les entreprises, que les plans de licenciements collectifs se succèdent, que les chiffres du chômage explosent, que les perspectives économiques s'assombrissent de plus en plus, on prend la mesure de l'ampleur proprement extraordinaire et de la brutalité inouïe de la récession qui est en train de s'installer un peu partout dans le monde, après l'éclatement de la crise financière de l'automne dernier, qui n'a d'ailleurs pas dit son dernier mot. Il faut remonter aux années 1930 pour trouver des ordres de grandeur identiques.

En fait, la crise est à la mesure de la fantastique suraccumulation du capital que trois décennies de politiques néolibérales ont provoqué tant par la paupérisation relative du monde salarial (impliquant la paupérisation absolue de certaines de ses couches) que par le gonflement des profits et leur fuite vers la sphère financière, créant des facilités tout à fait artificielles de crédit, tant à la production qu'à la consommation. C'est à l'écroulement de tout ce château de cartes de dimension planétaire que l'on est en train d'assister.

Dans ces conditions, des signes de panique se manifestent dans les rangs mêmes de la bourgeoisie et de son personnel politique, responsables en premier de la catastrophe et qui ne savent pas comment la conjurer. On s'y inquiète d'un regain probable de conflictualité sociale, qui pourrait aller jusqu'à l'éclatement de guerres civiles dans certains Etats, attisée par l'incapacité des dirigeants à trouver une solution à la crise, conduisant au repli des Etats sur eux-mêmes, à la montée du protectionnisme et à l'aggravation des tensions internationales¹.

Cette panique semble d'ailleurs avoir déjà gagné les leaders de la soi-disant opposition de gauche. Ainsi a-t-on récemment entendu Martine Aubry s'inquiéter de ce que « *le sentiment de ras-le-bol des Guadeloupéens et Martiniquais se diffuse ici [en métropole]... Il faut tout faire pour que ça n'arrive pas.* »² Alors qu'il faudra au contraire tout faire pour que la magnifique lutte des Antillais et Antillaises soit reprise et amplifiée en métropole. Et c'est la même panique qui dicte aux directions des confédérations syndicales leur attentisme qui les conduit à différer au 19 mars la reprise de la mobilisation prometteuse réussie lors de la journée de grève interprofessionnelle du 29 janvier.

Pour notre part, nous sommes bien décidés, au contraire, à jeter de l'huile sur le feu des luttes. C'est le meilleur moyen, sinon le seul, de sortir de la mouise où nous enfoncent la bourgeoisie, ses experts et ses agents serviles.

Avec l'aggravation de la crise, les conditions d'un nouveau cycle de luttes de grande ampleur sont en train d'être réunies. Il nous appartient d'en exploiter les potentialités en termes de mobilisation et d'organisation, en avançant pour commencer un mot d'ordre très simple : « *Nous ne paierons pas la facture de la crise ! Que les casseurs soient les payeurs* », en exigeant une hausse généralisée et substantielle des salaires, une revalorisation des prestations sociales, l'arrêt du démantèlement des services publics, le tout assorti d'un alourdissement de la fiscalité sur le capital, le patrimoine et les hauts revenus.



1) Cf. Claire Gatinois, "Après la crise financière, la guerre civile ? Préparez-vous à "quitter votre région" ", Le Monde, 26 février 2009.

2) Entretien au Parisien cité par Le Monde du 14 février 2009

OTAN : Soixante ans et toutes ses dents !

Du 2 au 4 avril 2009, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord doit se réunir à Strasbourg et à Kehl (Allemagne), pour fêter comme il se doit son soixantième anniversaire. Fondée le 4 avril 1949 pour faire face à la menace soviétique, l'alliance doit maintenant trouver une nouvelle légitimité.

L'OTAN nouveau est arrivé !

Dès 1989 et la chute du bloc soviétique, l'OTAN a tout de suite cherché à se restructurer. Dans quel but une telle débauche de moyens militaires ? Pourquoi faire fonctionner une structure de 22 000 employés et 60 000 militaires ? L'ennemi est trouvé, bien avant le 11 septembre 2001 : c'est déjà le terrorisme arabo-musulman ! L'OTAN est donc appelée à devenir le bras armé de la croisade anti-terroriste américaine partout dans le monde. En 1999, au sommet de Washington, trois niveaux d'intervention sont théorisés : défense interne de ses territoires, défense préventive sur les territoires adjacents (son intervention en Yougoslavie dès 1994) et surtout « défense » externe. Pour cela, l'alliance met en place de nouvelles structures :

- Le groupement de forces interarmées multinationale (GFIM), véritable armée globale, temporaire, de projection (comme en Afghanistan).

- Une armée internationale permanente d'intervention rapide, qui peut regrouper jusqu'à 25000 soldats (dont 1700 français).

Deux conceptions différentes sur l'avenir de l'OTAN s'opposent depuis le sommet de Bruxelles en 2001. Georges W. Bush prévoyait alors un Global NATO qui ferait le tour du monde, de l'Alaska à la Sibérie, traitant l'ensemble des questions concernant l'ordre mondial, que ce soit de façon militaire ou politique. Il s'agirait donc d'une sorte d'ONU du Nord.

De l'autre côté la majorité des pays européens, dont la France et l'Allemagne, préférerait couper l'OTAN en deux, laissant une certaine autonomie aux pays européens, qui développeraient une défense commune. Ces pays souhaitent aussi limiter l'extension géographique et thématique pour ne pas entrer en concurrence avec l'ONU.

Le choc des impérialismes

Mais c'était sans compter sur la Russie. Avec ses importantes ressources naturelles, ses multiples frontières, la Russie a les moyens de redevenir une grande puissance impérialiste. L'affrontement géorgien de cet été démontre bien que la Russie ne supportera plus le grignotage de l'OTAN dans ses zones d'influences : intervention de l'OTAN au Kosovo en 2004 pour affaiblir la Serbie, « révolution » orange en Ukraine en 2004, etc.

Le projet de bouclier anti-missile américain, basé en Pologne et en République tchèque, vise bien à se prémunir contre ce renouveau de l'impérialisme russe. Mais un second projet anti-missile, existe aussi, dans le sud-est de l'Europe, face au moyen orient ! C'est sur ce projet très onéreux que se font entendre des voix discordantes européennes...

Lors du sommet de Bucarest en 2008, la France a affirmé la volonté de revenir à sa juste place dans l'alliance, ce qui devrait se concrétiser au sommet de Strasbourg. La France avait quitté le commandement intégré de l'OTAN en 1966 pour affirmer la volonté du général De Gaulle de se doter de l'arme nucléaire sans être dépendant des Américains. Mais dès 1991, François Mitterrand a tiré le bilan de la guerre du Golfe : l'armée française n'était pas habituée à travailler avec ses alliés et ne maîtrisait pas les méthodes et procédures de l'OTAN. Il avait déjà programmé un retour progressif de la France.

Si ce retour permet bien de répondre à l'appel américain pour un plus grand investissement militaire et financier de ses alliés, c'est aussi un moyen pour la France de négocier un renfort français en Afghanistan (avec les effets que l'on sait) contre une autonomie européenne dans la construction de sa défense commune. Le but de Sarkozy est de placer la France en position de leader, d'être l'homme des Etats-Unis en Europe, de se tailler un fief sur le vieux continent. Si la France et l'Allemagne se sont opposées, en 2008, à l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie, c'est par peur d'un conflit économique avec la Russie (qui fournit l'essentiel du gaz européen)... mais aussi parce que les liens très étroits entre ces pays de l'Est et les Etats-Unis pourraient être un obstacle à leur projet de défense autonome européenne.

Ce sommet de 2009 devra donc trancher, mais de toute façon, préparera le choc avec l'impérialisme russe. Une mobilisation mondiale et massive est nécessaire pour arrêter cet engrenage belliciste ! Un contre sommet est prévu à Strasbourg durant la première semaine d'avril : <http://sommet-otan-2009.blogspot.com/>

Paru dans "Alternative Libertaire" n°178

60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale

Six ans après la parution du livre « 50 questions 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale » qui a été traduit en sept langues (anglais, arabe, coréen, espagnol, italien, japonais, portugais), Damien Millet et Eric Toussaint sortent cette version actualisée et complétée qui décrypte le discours officiel sur la dette et envisage les scénarios possibles pour sortir de l'impasse. Ils exposent les différents arguments moraux, politiques, économiques, juridiques, écologiques sur lesquels repose la revendication d'une annulation de la dette publique.

Depuis la crise de la dette qui a éclaté en 1982, malgré leurs innombrables richesses naturelles et humaines, les pays du tiers-monde sont saignés à blanc. Le remboursement d'une dette devenue colossale prive leurs populations de la satisfaction des besoins les plus élémentaires. La dette est devenue un mécanisme très subtil de domination et le moyen d'une nouvelle colonisation. La dernière initiative d'allègement de la dette, lancée en fanfare par le G8 en 2005, ne change pas la donne. Une approche radicalement différente doit être envisagée : l'annulation pure et simple de cette dette, illégitime et largement odieuse.

Ce livre répond à différentes objections. Une fois libérés de leur dette extérieure, les pays ne risquent-ils pas de retomber dans le piège d'un endettement insoutenable ? Les régimes dictatoriaux et corrompus ne vont-ils pas profiter d'une annulation de la dette ? Les contribuables des pays du Nord ne vont-ils pas faire les frais d'une annulation ? Chine, Amérique latine, fonds souverains, fonds vauvours, quel rôle pour ces nouveaux acteurs de premier plan ? Le remplacement de la dette publique externe par la dette publique interne constitue-t-il une solution ? Quels liens entre la dette et la crise alimentaire mondiale qui a commencé en 2007-2008 ? Les auteurs montrent que l'annulation de la dette, condition nécessaire mais non suffisante, doit être accompagnée d'autres mesures. Ils posent aussi la question : qui doit à qui ? Ils soutiennent la demande de réparations.

Illustré de graphiques et de tableaux, cet ouvrage montre clairement la responsabilité des promoteurs du néolibéralisme, des institutions financières internationales, des pays industrialisés mais aussi la complicité des dirigeants du Sud.

Six ans après la parution du livre « 50 questions 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale » qui a été traduit en sept langues (anglais, arabe, coréen, espagnol, italien, japonais, portugais), Damien Millet et Eric Toussaint sortent cette version actualisée et complétée qui décrypte le discours officiel sur la dette et envisage les scénarios possibles pour sortir de l'impasse. Ils exposent les différents arguments moraux, politiques, économiques, juridiques, écologiques sur lesquels repose la revendication d'une annulation de la dette publique.

Co-édition Syllepse (www.syllepse.net) / CADTM, 2008. 388 pages. Prix : 20 euros

CADTM France : 17, rue de la Bate 45150 Jargeau
CADTM Belgique : 345 avenue de l'Observatoire 4000 LIEGE ; www.cadtm.org

L'esprit des «réformes» sarkoziennes

L'omniprésident - pour reprendre la formule heureuse du Canard Enchaîné - n'aura pas attendu la date de son investiture pour impulser un arsenal de «réformes» dont la diversité et l'ampleur n'ont fait que s'affirmer depuis son élyséenne ascension. Voilà près de dix ans que notre grand(!) homme est au charbon. Lors de ses passages au ministère de l'Intérieur il a été à l'origine de lois de plus en plus liberticides menaçant droits individuels et collectifs sous l'argument bien connu - et martelé - de l'exigence de sécurité exprimée par des citoyens confrontés à la délinquance. Une délinquance de certaines fractions de la population, jeunes et bananées de préférence, dont le Pouvoir et les institutions n'ont jamais voulu admettre, ni même envisager, les causes premières qui sont d'ordre socio-économiques. En ignorant ces causes on favorise alors le développement de la colère et de la haine. Quoi d'étonnant alors qu'on veuille "karchériser" les banlieues ?!

Et ce furent, après la LSQ (Loi sur la Sécurité Quotidienne) du socialiste Jospin, la LSI (Loi sur la Sécurité Intérieure) de Sarko et l'avalanche de fichiers en tout genre. Jusqu'à celui de Base-élèves aujourd'hui tant décrié et "désobéi civiquement" par ceux chargés de sa mise en application, en premier lieu les directeurs d'école qui refusent le rôle de flicage que l'administration veut leur imposer.

De tout temps, au cours de l'évolution des sociétés: développement rural, puis industriel, renouvellement et performances des technologies et des savoirs, enrichissement avec création d'un déséquilibre dans la répartition des richesses produites, prise de conscience par le prolétariat de son exploitation par les détenteurs des moyens de production, etc., il y a eu des changements structurels, administratifs, institutionnels, politiques, économiques, sociaux. Bref, des réformes. Mais ce qui différencie les «réformes» voulues par l'ère sarkozienne de celles de l'époque mitterrandienne ou chiraquienne, pour ne pas remonter plus haut, tient à une forme d'idéologie que l'on pourrait qualifier d'"esprit de gouvernance".

La gouvernance sarkozienne.

La politique de la période semble vouloir se justifier par la «réforme» à tout prix et tous azimuts. Au point de se faire taxer d'obsession. Mais que se cache-t-il derrière cette obsession?

Très nettement l'aspiration à forger une société verticale constituée d'un tronc sur lequel se greffent les décideurs et de ramifications où s'accrochent les exécutants à leur service, avec au sommet un homme providentiel apte à tirer les ficelles des marionnettes subalternes chargées (sommées?) de mettre en pratique sur le terrain sa vision du monde. Une vision cependant qui paraît reposer sur des valeurs qui avaient cours au 19^e siècle et dans la première moitié du 20^e jusqu'aux "trente glorieuses" où régnaient les capitaines d'industrie ayant bâti pendant des décennies leur fortune sur le dos des exploités et non sur le boursicotage, auxquels notre grand timonier voue une réelle et profonde admiration.

En ce sens on ne peut le taxer d'être un ultra-libéral, mais plutôt un fervent partisan de l'accumulation du capital fondée sur la réussite individuelle, l'effort, le travail. D'où son slogan : "travailler plus pour gagner plus". En somme il défend le capitalisme de papa, ce qui le conduit aujourd'hui à déclarer vouloir "moraliser" le capitalisme sauvage, celui des vampires de la finance, qui font pourtant partie de sa famille politique, et qui ne s'en laisseront pas compter. Ce culte du chef d'entreprise qui doit mener son affaire à la réussite l'a amené à s'attribuer ce rôle sur l'ensemble de la nation qu'il souhaite voir émerger dans le lot des nations européennes et sur la planète. D'où son agitation fébrile lors des six mois de présidence française de l'UE et sur divers terrains chauds dans le monde, sans grand profit jusqu'à présent, sinon quelques sourires polis. Cette image d'un patron qui souffre mal la contrariété, imprègne la plupart des «réformes» qu'il engage.

Ainsi la loi sur l'autonomie des universités ne donne de pouvoir qu'aux présidents, et surtout pas aux enseignants-chercheurs, ni au personnel, ni aux étudiants. Fini l'esprit de 68 que Sarko a tant, et si haineusement, décrié. Il faut un chef et des exécutants, point barre. Sinon c'est l'anarchie! Autre exemple: l'hôpital public qui devrait voir

son directeur devenir un véritable manager chargé de la gestion des pénuries en personnel, en moyens financiers et qui deviendra le seul décideur dans l'établissement. Troisième cas: les EPEP à venir (établissements publics d'enseignement primaire), regroupement de plusieurs écoles avec à leur tête un directeur ayant statut de président de conseil d'administration avec pouvoir hiérarchique sur le personnel enseignant et gérant les moyens financiers mis à sa disposition. Faut-il encore citer la progressive disparition du CNRS (Centre national de la Recherche Scientifique) à qui on supprime de plus en plus de crédits, au profit d'une agence nationale pour la recherche gérée par l'Etat, n'accordant des financements que pour des projets ciblés et soutenus pas les politiques. Adieu l'autonomie des équipes de chercheurs qui ne pourront plus que répondre aux commandes publiques orientées par des motivations de rentabilité immédiate servant des intérêts économiques, et qui perdront leur statut actuel.

Si l'on ajoute l'attitude du monarque à l'égard de ses ministres avec qui il est tout louanges dans ses expressions publiques, mais qu'il n'hésite pas à décrier, à sermonner dans les cabinets feutrés (cf. les Dati, Yade, Jego, à qui il adjoint des épaulettes) et qu'il contribue à discréditer, ou sa forte propension à vouloir forcer la main du Parlement sur



les mesures qu'il veut imposer, on a une bonne idée de ce qui motive son activisme: le principe d'autorité. Et cette autorité, qui frise l'autocratie, il ne peut y avoir qu'une personne à la détenir: le chef. Un tel comportement compulsif ne peut que traduire le mépris qu'il sous-tend. Comment expliquer autrement sa décision de supprimer dès le 5 janvier la pub sur la télé publique - parce que ça plaît à son ami Bouygues, et à ses intérêts - alors que l'Assemblée est en plein débat sur la question et n'a pas encore légiféré? Et par la même occasion, pour asseoir son autorité sur le service public d'audiovisuel, il prétend s'approprié le pouvoir de nommer le président de France-Télévisions. La notion de démocratie, même bourgeoise, serait-elle soluble dans le fait du prince? Comment ne pas faire mention de la parano qui l'étreint dans ses auto-glorifications sur les écrans à toute occasion, de la cour de lèche-bottes qui le suit partout et amplement relayée par les media, de cette autre cour constituée d'armées de flics qui l'accompagnent dans tous ses déplacements, de ses bravades et de l'insulte qu'il a facile: "tire-toi pauvre con" qui se transforme en outrage dès qu'elle lui est retournée?

Oukase après oukase, ce vibrion donne très nettement l'impression de vouloir réformer pour lui-même et pour ses amis de classe. "Moi je" ne conçoit pas que le moindre changement ne passe pas par lui, et mieux, ne parte pas de lui. "J'ai été élu pour réformer la France en profondeur" a-t-il dit en substance. Et de foncer à la hussarde, pro-

voquant le raz de marée contestataire qu'on observe depuis des mois. Car pour arriver à ses fins, il lui faut réduire, bâillonner tout contre-pouvoir, fut-il reconnu constitutionnellement comme c'est le cas pour le droit de grève. Pour limiter ce droit il a imposé le service minimum arguant de la liberté du travail et de circulation, pensant ainsi que ce droit issu des luttes deviendrait sans effet puisqu'il ne pénaliserait plus en fait que les grévistes eux-mêmes. Calcul hasardeux comme on le voit avec la garde d'enfants que doivent assurer les communes en cas d'arrêt de travail des enseignants. Reste que cette mesure, parce qu'elle fut parmi les premières prises, apparaît fort significative dans la tentative de démantèlement d'un droit plus que symbolique.

Touche par touche, on voit à chaque réforme se matérialiser la centralisation élyséenne des pouvoirs de contrôle et de décision. La volonté de M. Sarkozy de Nagy Bocsza (ouf!) de supprimer le juge d'instruction (toujours la même lubie de la nécessité de se moderniser), même si on ne pleurera pas sur la disparition de cette fonction, ne va certainement pas dans le sens de plus d'indépendance du juge puisque cette disposition a pour effet de renforcer le pouvoir des magistrats du Parquet dépendant directement du ministère de la Justice, donc de l'Etat. En présentant cette «réforme» comme nécessaire, le président veut accroître sa mainmise, limiter l'autonomie de la société civile, en mettant la main sur une partie de l'appareil judiciaire. Ainsi peut-on être assuré que la

révélation en pleine lumière d'affaires politico-financières sera très difficile, voire impossible, et donc que les enquêtes, si toutefois elles parviennent à être ouvertes, auront peu de chance d'aboutir. Les conflits d'intérêts, les détournements de fonds publics, les financements occultes et autres malversations ont de beaux jours devant eux.

Politique anti-populaire et légitimation

Une telle politique aux objectifs très éloignés des intérêts des masses populaires: salariés, précaires, chômeurs... ne peut être conduite que de manière personnelle et autoritaire, dans la précipitation, et en niant toute véritable concertation malgré les affirmations répétées: on pré-

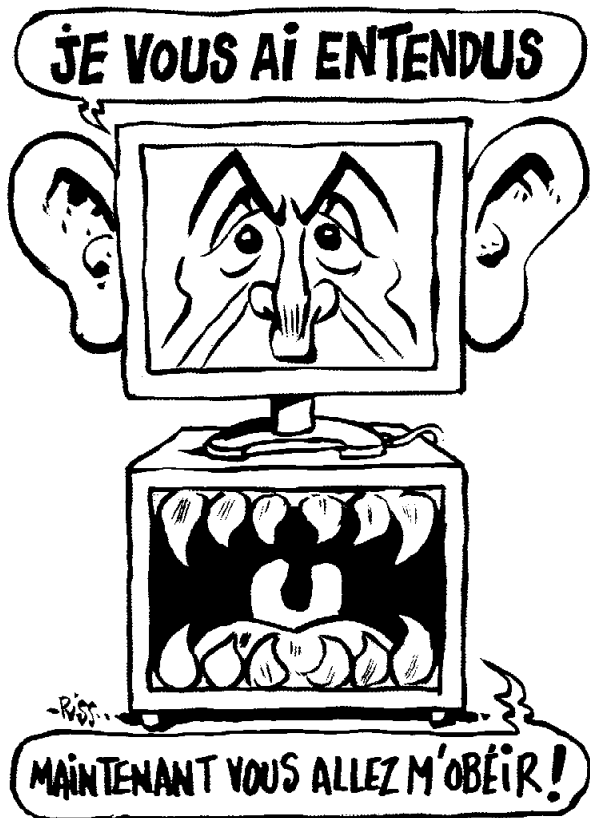
tend être prêt à écouter alors qu'on a décidé de ne pas entendre. En fait on a miné le terrain: on ne discutera pas de l'opportunité ou de l'utilité de telle réforme, simplement des modalités de son application, même si on sait qu'on concédera quelques miettes, si nécessaire. Ainsi parle Zarakozy!

Et le pouvoir s'est donné les moyens de contrer les contestations, les rejets publics des mesures auxquels il sait bien qu'il devra être confronté. L'arsenal qui se veut dissuasif, mais est surtout répressif, est bien en place: forces policières accrues, suréquipées et aux méthodes pour le moins musclées, appareil judiciaire sous pression et généreux dans la distribution des condamnations, fichage quasi systématique, réactivation ponctuelle bien relayée par les media d'un prétendu sentiment d'insécurité apte à générer l'anxiété parmi la population - l'affaire du soi-disant groupe terroriste de Tarnac qui vise la mouvance anarchiste et dont le dossier a toute l'apparence du vide en est une bonne illustration - et la pousser à s'en remettre à un sauveur sans barguigner.

La manoeuvre est d'autant plus aisée que le pouvoir n'a aucun mal à se réclamer de la légitimité que lui ont conférée les élections de 2007. La démocratie électorale n'a-t-elle pas pu s'exprimer pleinement? Les citoyens ont fait leur choix. On a le net sentiment qu'après les épisodes jospinien, raffarinois, puis de villepinesque, face au désenchantement qui en a résulté et devant l'incertitude et l'inquiétude sur leur proche devenir, ils se sont repliés sur celui qu'ils se figuraient être l'homme providentiel. Mais il ne leur a pas fallu longtemps pour s'apercevoir de leur erreur. Reste que cette délégation de pouvoir sert les apprentis sorciers en autocratie, en dictature. L'Histoire ne manque pas d'exemples en ce domaine. Faut-il rappeler que l'accession au pouvoir de Hitler en Allemagne s'est faite de la façon la plus légitime qui soit, par les élections?

Bref, si l'on revendique des aspirations à des formes de démocratie plus directe: auto-organisation, autogestion, responsabilisation, solidarité dans l'action en vue d'objectifs librement et collectivement déterminés... on mesure le chemin immense qui sépare la réalité de la période de ces aspirations, et donc du travail énorme qu'il reste à faire pour tenter d'endiguer cette propension à abdiquer sa responsabilité dans la marche vers une société plus libre, plus égalitaire où chacun pourra jouer pleinement son rôle à la place qui sera la sienne.

J.F. Le 19-2-09



Au nom de quoi devrions-nous sauver le capitalisme ?

Nos élites spécialisées en gesticulations «pragmatiques» n'ont de cesse de nous démontrer leur volonté indéfectible à sauver le modèle économique en place. A grand renfort de principes posés en son temps par Keynes dans les années trente, ils tentent de nous persuader que les thèses de Friedman, si chères aux libéraux de tous poils il y a encore quelques semaines, constituent aujourd'hui une passade historique et que ces déviations n'ont été qu'un épisode de cette « Histoire » ressuscitée. L' Histoire, Fukuyama l'avait enterrée au moment de la chute de l'empire soviétique et la voilà qui reprend du service. Miraculeux, vous ne trouvez pas ? Vous possédez du Milton Friedman, vendez ! On vous propose du Keynes ? Jetez vous dessus comme la misère se jette sur le monde ! La fête va pouvoir continuer et ceux qui sauront endosser la bonne veste vont pouvoir continuer à fureter autour de la table de jeu.

Toute cette idéologie changeante fleure bon la navigation à vue et se voit pourtant instaurée au rang de science économique. Cette cuisine en apparence empreinte de savoir n'est en fait que l'implacable démonstration de l'incapacité chronique d'élites auto-proclamées à gérer efficacement et d'une manière qui s'inscrive dans la pérennité, notre destin collectif.

Le capitalisme n'est pas nôtre

La merveilleuse machine à bonheur, cet organisme fabuleux, résultat de la compréhension maîtrisée, rationalisée et synthétisée de la nature humaine par les chantres du capitalisme débridé et décomplexé, semble s'enrayer inexorablement. S'agit-il d'un avatar, d'une légère erreur d'appréciation (que d'ailleurs certains estiment pouvoir corriger) ou est-il ici question d'une démonstration impla-

table d'une faillite cuisante, d'un crash lamentable, dont nous ne sortirons pas indemnes. Inutile de répondre à votre place, vous connaissez la réponse, nous n'en doutons pas.

solutions «clé en main», non sans avoir pris soin de nous rouler préalablement dans la farine, juste avant de nous passer au four, thermostat «chaud et vif». Après cuisson, bien tendres et cuits nous serons et une fois de plus, sans doute nous révélerons nous plus disponibles pour accorder à ces maîtres queue le droit à continuer d'officier en cuisine. Ainsi pourrions-ils envisager de se refaire et continuer à «nous faire rêver». Après ce traitement de choc, nous serons bien mûrs et nous finirons par nous rallier à l'idée «que cela finira par repartir». Dans quelques temps, nous pourrions peut-être recommencer à acheter des bagnoles, remplir plus grassement nos chariots au supermarché et contracter de nouveaux crédits. Dans quelque mois (ou années?) cette crise ne sera plus qu'un mauvais souvenir et les festivités pourront perdurer. Bien travaillé en cuisine, nous accepterons de continuer à déléguer notre capacité d'action, notre espérance suprême se bornant à un hypothétique accroissement du contingent des miettes (pour les plus favorisés d'entre nous) qui nous seront magnanimement octroyées.



A l'instar de Paul Ariès, plusieurs d'entre nous fustigent la marchandise et sa vénalité. Ils démolissent cette matérialité vulgaire qui nous submerge et à laquelle le capital a attelé notre devenir. Ils explorent les méandres de l'idéologie manufacturière qui tend à nous asservir et à nous enfermer dans un système «productiviste», basé essentiellement sur la valeur du poids (et non son adéquation à la satisfaction de nos réels besoins) de la camelote vomie par ces usines où nous nous rendons chaque matin.

Le capitalisme, régenté d'une main de fer par une minorité, s'est autorisé à mettre en place une échelle de reconnaissance sociale basée sur notre capacité individuelle (le collectif, c'est caca!) «reconnue» à assurer la production de biens ou services, suivant des critères que cette même minorité a pris soin de mettre sur pied et dont elle est l'unique censeur. Et c'est de continuer ainsi qui nous est proposé par l'ensemble de la classe politique, balayant le spectre idéologique allant des ultra-libéraux aux sociaux-démocrates

et autres sociaux-libéraux. Qu'est ce qui pourrait nous appartenir dans ce tableau ? De quoi pourrions-nous nous sentir propriétaires sur cette toile grise et terne ? Le capitalisme n'est pas nôtre. Les contours qu'il définit sont ceux de l'assurance du «profit à tous les coups» et ce, pour un contingent de bénéficiaires soigneusement trié sur le volet. Il détient les règles du jeu et ne se cache pas de pouvoir reconnaître et valoriser les siens. Il disqualifie les inaptes, les rebelles à ses règles iniques. Il bénéficie de l'amplification de sa pensée et de la diffusion de ses préceptes fondateurs et fédérateurs au travers des médias dont il se fait fort d'être le propriétaire.

Contrairement à ce qu'affirme une grande majorité des dirigeants mondiaux, rien de cette machine infernale n'est à sauver. Les grands de ce monde tentent de nous laisser à penser qu'après cette déconfiture générale, prompt à tirer les leçons du passé, le rentier, l'actionnaire deviendra raisonnable. Ainsi, les goinfres d'hier se transformeraient-ils en pseudo-ascètes partageurs et redistributeurs, les croupiers des casinos boursiers accepteraient un «autre partage» des richesses. Quelle intervention céleste autoriserait de telles conversions ? Cela relève au mieux de l'illusion, plus vraisemblablement de la mauvaise foi. Derrière ce discours à tiroir se cache un sous entendu à peine voilé. «Refuser de sauver le capitalisme, ignorer les propositions de toilette qui vous sont proposées, ce serait vous tirer une balle dans le pied et prendre un risque inconsidéré et ce, principalement pour vous.» Voilà qui est plus clair.

L'exemple de l'automobile...

Assener à notre lecteur des chiffres dressant l'inventaire des faveurs «étatiques» financières accordées aux multiples «nécessiteux» de l'industrie et des banques risque présentement de l'accabler et de le priver de ses capacités de réflexion. Nous allons plutôt procéder par petites touches. Prenons, dans un premier temps, l'exemple des quelque six milliards de prêts accordés à Renault et PSA, afin qu'ils puissent «enfin» fabriquer des voitures propres et dont l'em-

preinte écologique soit la plus faible possible. Le premier postulat libéral mis à mal par cette opération de «sauvetage financier» est celui qui, il y a encore quelques mois, consistait à affirmer sans rire «que seul le marché et les lois qui le gouvernent sont en mesure de mettre à la disposition de tous des produits adaptés aux enjeux de demain». Le résultat est loin d'être probant, à moins que le catalogue de ces fameux enjeux ait totalement changé en moins d'un semestre. De facto, les marchands de caisse à savon reconnaissent qu'ils auraient pu faire mieux, qu'ils ne l'ont pas fait et qu'en plus ils nous ont vendu des autos gourmandes, lourdes et goinfres écologiquement et que sans la crise, le gaspillage aurait pu continuer longtemps.. La belle main invisible du capitalisme! Personnellement, je le trouve affublé de deux mains gauches et seulement réactif aux gifles que lui infligent les faits. Bref, le capitalisme est un fumiste parfait, un sale gamin qui aime à prendre ses contemporains pour des imbéciles!

Toujours dans le cadre de ce casse tête «économico-bagnolesque», une partie des trois milliards (chacun) accordés à nos «ferrailleurs» nationaux devrait être consacré, par exemple, à l'élaboration de moteurs aux cylindres réduites et au rendement amélioré, ce qui revient à dire qu'on fabriquerait des mécaniques consommant moins de matière première (aluminium, fonte et plastique) et brûleraient plus efficacement le carburant. On ne peut que conseiller aux ingénieurs de l'ex Régie et du lion sochalien d'aller fouiller dans les tiroirs, car le boulot est déjà fait. En effet, les deniers engloutis par les «pôles compétition» respectifs de nos nationaux marchands de tôle ne l'ont certainement pas été à fonds perdus. A moins qu'il ne s'agisse que d'une aubaine pour Ghosn et Streiff et qui consiste à faire d'une pierre deux coups et de se faire rembourser en partie les coûts de leurs opérations promotionnelles respectives sur les circuits et de faire cracher l'Etat, sous des prétextes plus que fallacieux.

De surcroît, les bavardages élyséens ont bien pris soin d'éluder un chiffre alarmant à plus d'un titre. La production automobile européenne présente une capacité excédentaire de l'ordre de 20%. Suite à l'obtention du prêt et des entretiens avec Sarkozy, on comprend pourquoi le PDG de PSA a eu tant de mal à confirmer devant les caméras qu'il s'était engagé à ne pas conduire de «plan social» sur 2009. Tous ceux qui ont vu Streiff dans la lucarne sont unanimes. On en dit qu'il avait avalé un ballon de rugby et il a eu un mal de chien à finir sa phrase. Au passage, nous noterons que le fait de «remercier» des intérimaires n'est pas assimilé à une réduction d'effectif au sens «propre» du terme. Par contre, le contingent des «professionnellement disponibles» ainsi généré, vient tout autant grossir les rangs des chômeurs. Le capita-

lisme aime la précarité et il l'utilise. Il ne créé rien par hasard.

Ne soyons pas chauvins, les aides accordées par Obama aux ex fleurons de la machine à gabegies qu'est l'industrie auto US relève de la même stratégie hypocrite. Pour les Etats-Unis, il est indéniable qu'un des trois géants (Chrysler, GM et Ford) risque de disparaître, voire deux ou qu'un pôle issu de la fusion du trio infernal (que certains nomment déjà US-Cars), verra le jour. Dans tous les cas, l'impact sur l'emploi risque d'être dévastateur. Rappelons que pour l'instant, le taux de chômage américain, contrairement au Down Jones, poursuit son ascension et se situe à 7,6% (17,6 Millions de demandeurs d'emploi dont seulement 11,5 sont indemnisés). In fine, la crise va assurément favoriser l'apparition de mastodontes issus de fusions industrielles, de dégraissages sauvages et dont la caractéristique principale est qu'ils constitueront le meilleur terreau qui soit pour la prochaine crise, leurs prédécesseurs plus chétifs ayant déjà obtenu un score honorable en la matière et sur le théâtre du séisme actuel.

Comme on le voit ici, si nous appliquons les médecines économiques savantes couchées sur les ordonnances, les peuples de l'ensemble de la planète vont aider (au travers des largesses étatiques qui nous endetteront sur plusieurs générations) leurs propres exploités, qui profiteront de l'aubaine pour affiner leurs stratégies concentrationnaires du pouvoir économique, s'assurant ainsi une mainmise et un contrôle optimisés sur leurs bienfaiteurs. Nous, nous ne devons pas mordre la main qui nous nourrit, mais quant à ces fins stratèges ... ils ne se gêneront pas pour nous dévorer le bras.

... L'exemple des banques...

Ce modèle de mutation de la manufacture d'engins motorisés est au demeurant parfaitement transposable et déclinable aux institutions bancaires où les grandes manœuvres sont en cours. Au passage, nous n'oublierons pas que malgré la ponction «Kerviel», la Société Générale a annoncé 2 Milliards de résultat net pour 2008.

Voilà une affaire qui se présente sous les meilleurs auspices, sans compter le petit coup de main de l'Etat et de l'ordre du milliard, histoire de «fluidifier les liquidités». Pour les moins bons élèves comme la Banque Populaire et la Caisse d'Epargne, c'est la fusion qui est au programme. Au passage, Sarkozy met sur pied le second

groupe bancaire français et place à sa tête ce cher François Perol, actuel secrétaire adjoint de l'Elysée. Il faut dire qu'on a assez reproché à «Mister bling-bling» de ne pas demander assez de comptes aux banques françaises. Il se devait de frapper un grand coup et trouver un job à un copain, par les temps qui courent, c'est faire preuve d'un civisme de fort bon aloi. Ceux qui y verraient une nouvelle illustration de la cooptation des élites et une énième preuve de cette détestable tradition républicaine, ne pourraient se révéler qu'être d'indécrottables «pisses - vinaigre».

A l'aune de ces mirifiques perspectives, on peut déceimment reprendre notre questionnement initial. Accepter de sauver le capitalisme, n'est il pas à terme la plus mauvaise solution, voire la pire? N'est ce pas hypothéquer de manière la plus certaine notre avenir? La problématique de fond vient du fait même de l'insolvabilité du système. Le niveau de créances pourries accumulées par les banques est tel que la seule solution est de les blanchir par des fonds publics. «Privatisation des profits, mutualisation des pertes». «Pourquoi pas?», dirons certains. «Objection votre Honneur» répondrons les plus prudents. Ils auront raison car le pire est certainement devant nous. Tout le monde a en tête l'implosion du système des «subprimes», à l'origine de la Bérézina actuelle. Cependant, le nombre des ménages, tous pays confondus, dont la solvabilité ira décroissant à mesure que la crise s'aggrave économiquement, ne fera qu'augmenter. Pour illustration prenons les dossiers d'obtention de crédits bancaires montés en France ces dernières années. Ils l'ont souvent été «sur le fil», proche du seuil des 30% des revenus du ménage (seuil «raisonnable» d'endettement ayant cours dans nos contrées) et en intégrant des primes de tous ordres (travail de nuit, prime d'atteinte d'objectifs ... Travailler de nuit pour l'un des deux conjoints permettait de «passer» sous les fourches Caudines...). Nous allons vous laisser le soin de continuer le raisonnement. Nombre d'entre nous risquent de ne pas être mieux lotis que les ménages américains.

...Et d'autres exemples

Le capital nous a endetté pour absorber son infâme «bric à brac», ses bagnoles, ses fours à micro-onde, ses pavillons... Bref, l'engance de son «bougisme» forcené. D'ailleurs, il nous a ouvert des lignes de crédit car les salaires qu'il nous versait n'étaient plus suffisants pour tout avaler. Non content de cela, c'est «un marché de renouvellement» musclé qu'il lui

LE LIBÉRALISME A TOUJOURS LA RÉPONSE...



fallait. En effet, à quoi bon commercialiser des machines à laver qui durent, des ordinateurs indémodables, des fringues inusables et toujours «fringantes»? Alors il a inventé «l'obsolescence programmée», avec ses roulements à billes qui cassent dans la sixième année d'usage, juste après le terme de la garantie de cinq ans que monsieur Darty vous avait vendue. Il a généré le «bidule» irrécupérable, le «tout d'un bloc», le super ordinateur qui vous permettra de faire tourner le dernier logiciel à la mode et qui ne fait rien de très probant de plus que l'ancien. Le capital vous l'a dit, cette couillonnade informatique possède un avantage majeur et décisif: «elle est nouvelle et ça c'est l'argument qui tue». Le capital a pris le soin de marquer sur ses télévisions «ready for HD» (prêt pour la haute définition), histoire de faire de vous un ringard si vous, vous n'étiez pas prêt financièrement. Le capital a usé des pires stratagèmes pour faire de nous des voraces, des envieux, des dépendants au «matos». Avec nos faibles moyens, nous avons tenté de nous montrer à la hauteur de ses volontés. Comment en aurait-il pu être autrement, car toute idée de rébellion à cette soumission qui ne dit pas son nom n'aurait pu être interprétée que comme une incivilité, une inadaptation impardonnable, un incivisme crasse et un égoïsme économiquement irresponsable. Que reste-t-il de ce cauchemar? Allons nous nous réveiller? Quelle émancipation avons nous acquise durant tout ce temps, qu'en avons nous tiré de bon pour nous et les nôtres?

La première étape de l'émancipation

Sortir du capitalisme semble constituer l'unique porte de sortie de crise viable pour l'humanité. Souvent nous nous posons la question de savoir ce que nous pourrions créer à la place. Cette question est elle la plus importante? Ne devons nous pas d'abord nous demander si cela peut continuer ainsi? Douterions nous si fort de nous au point d'avoir peur de déconstruire ce qui nous aliène? Sommes nous si désespérés pour en perdre la volonté d'abattre le tyran? Craignons nous de générer un hydre plus maléfisant que cette botte infâme qui nous écrase? L'ensemble de la classe politique «institutionnelle et de pouvoir», au travers de ses stratagèmes, ses compromissions et autres discours alambiqués a certainement contribué à convaincre une partie d'entre nous de son incapacité à participer à l'avènement d'un projet politique populaire fondé sur l'auto-organisation et l'émancipation. Avant toute chose, il nous échoie de sortir de cette dynamique de soumission et de désespérance. La première étape de notre libération passe par notre capacité à envisager le refus du sauvetage du capitalisme. Serions nous incapables d'aborder et organiser la re-localisation de l'économie et le contrôle des industries stratégiques, d'organiser des instances populaires qui décideraient enfin de ce qu'il est utile de produire pour tous et surtout de quelle manière et avec quels moyens, dans le strict respect de l'environnement. Le remplissage de cadavre, l'assouvissement de pulsions compulsives et acheteuses peuvent-elles de manière définitive, permettre de rendre tolérable la précarisation croissante de soi-même, de l'autre, ou de ses propres enfants? Pour d'autres, «c'est précarité à tous les étages», spoliations des droits les plus élémentaires, mépris racial, inexistence économique. Ce schéma fonctionnel ne peut en rien être le fondement d'une quelconque société promise à la pérennité.

Le capitalisme ne sera jamais raisonnable, jamais sage, sinon ce miracle aurait dû se produire à maintes reprises. Le verdict est sans appel: ne lui accordons plus le bénéfice du doute. Pour la suite des événements, notre volonté sera notre carburant principal. Le premier pas est sans doute le plus important. De toutes les façons qui soient, continuer ainsi relève de l'utopie la plus néfaste et de l'illusion la plus aveugle.

Hervé COUPERNOT

Un appel «Travailler tue» vient d'être lancé par la Fondation Copernic (Notamment par Caroline MECARY, co-présidente de la Fondation COPERNIC et Annie THEBAUD-MONY, auteure du livre Travailler peut nuire gravement à votre santé). A diffuser et à signer. Une réunion publique est programmée pour le samedi 14 mars. Pour tout contact : 06-75-25-77-76 (Fondation Copernic, W.Pelletier)

Travailler tue. En toute impunité.

Le constat est sans appel : le travail rend malade et tue tous secteurs et toutes catégories professionnelles confondues. Le nombre officiel des maladies professionnelles reconnues a explosé : 13 658 en 1996, 52979 en 2005. Le nombre d'accidents du travail graves et mortels reste très élevé : 537 décès en 2006, soit 13% de plus en un an. Ces chiffres officiels sont – on le sait – grandement sous-estimés en raison notamment d'une importante sous-déclaration. Les suicides directement liés au travail sont estimés à 400 par an, pour la plupart non reconnus comme accidents du travail. Plusieurs millions de salariés sont exposés, sans aucune protection, à des produits connus pour être cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, contribuant ainsi grandement aux inégalités sociales face au cancer : un ouvrier a dix fois plus de risque de mourir du cancer avant 65 ans qu'un cadre supérieur.

Cette situation ne tombe pas du ciel : elle est le résultat de politiques d'entreprises, tant privées que publiques, pour lesquelles les coûts sociaux doivent être toujours plus compressés. Ces politiques ont privilégié et généralisé la sous-traitance, et intensifié le travail comme jamais depuis de nombreuses décennies.

La lutte opiniâtre des victimes, de leurs associations et syndicats a permis des avancées, mais la course au profit sans entrave sème toujours la maladie et la mort.

Alors que le simple voleur de sac à main est condamné à 6 mois de prison ferme devant le moindre tribunal correctionnel en comparution immédiate, l'employeur coupable d'homicide dit involontaire à l'égard de son salarié, après des années d'instruction, est condamné - quand il est déclaré coupable - à quelques mois de prison avec sursis.

La mise en danger délibéré d'autrui par des choix de politique économique bénéficie dans ce pays d'une incroyable mansuétude. Les employeurs ne sont pas considérés comme de véritables délinquants. Trop souvent les procédures relatives à des accidents mortels du travail sont classées sans suite. Trop souvent les condamnations – lorsqu'elles interviennent - ne touchent que les employeurs en bout de chaîne de sous-traitance et sont symboliques. Les grands donneurs d'ordre y compris l'Etat, dont la responsabilité dans l'organisation du travail est pourtant essentielle, ne sont qu'exceptionnellement concernés et les indemnités largement insuffisantes.

L'amiante est emblématique de ce que nous dénonçons : alors que le risque est connu depuis des décennies, que des milliers de personnes ont perdu leur vie et vont la perdre dans les prochaines années du fait de l'incurie manifeste des entreprises concernées, voire de leurs choix délibérés, Justice n'est toujours pas faite.

L'inégalité des armes entre le salarié et son employeur est patente et scandaleusement disproportionnée : l'Egalité devant la loi est devenue une pure fiction.

Cette injustice se nourrit du silence collectif.

Les soussignés entendent dénoncer ici et maintenant cette situation inadmissible et intolérable.

Ils exigent que la délinquance patronale soit enfin sanctionnée : la loi pénale doit être pleinement appliquée aux employeurs.

Ils exigent que des moyens humains et financiers soient dégagés pour que la justice puisse réellement faire son travail.

Aucune amélioration de la santé et de la sécurité au travail n'est possible tant que la justice fonctionne à deux vitesses.

Aucune avancée n'est possible tant que les donneurs d'ordre pourront s'abriter derrière les règles du droit commercial pour s'exonérer de leurs responsabilités.

Tous ensemble nous disons : ça suffit ! Et nous agissons pour que cela cesse.

La crise c'est eux, la solution c'est nous ! La voix de la Guadeloupe nous montre la voie à suivre !

Ceux qui nous dominent nous infantilisent et sont persuadés que nous continuerons d'accepter la servitude amorphe ou la suractivité frénétique auxquelles ils nous condamnent.

Rappelons-nous ! Ils nous ont chanté les louanges du capitalisme, du boursicotage pour tous, du crédit à portée de tous, y compris des plus précarisés qui se sont surendettés. Ils ont prêché la béatitude du fric, chic et bling bling. Cette **économie casino** a permis à **une extrême minorité de s'enrichir** de manière **extravagante** à coups de sous-traitance, de délocalisations, de licenciements boursiers, de précarisation de l'emploi, de compression des salariés et des effectifs, de la misère qui conduit au RMI les sans travail, les sans logis. Ils ont cassé et cassent toujours et encore les services publics, livrant les secteurs rentables aux actionnaires. **Et Sarko** continue les mêmes recettes libérales désastreuses pour les salariés, les précaires et les démunis.

Et Sarko, le régent du capital financier, lui qui nage avec ses amis dans les eaux glacées du calcul égoïste, voudrait nous faire croire qu'il est devenu celui qui va moraliser le capitalisme ! Ce grand démagogue plein de compassion va-t-il supprimer les paradis fiscaux, les niches fiscales, les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les patrons ? Revaloriser la valeur travail en augmentant les bas salaires ? Qu'on en juge !

Toujours plus pour eux, des miettes pour nous. Inacceptable ! ou comment le patronat assèche les caisses de l'Etat, creuse le « trou de la Sécu »

Pour eux

- Exonérations de cotisations patronales = 33 milliards €
- Niches fiscales pour les plus fortunés = 70 milliards €
- Paquet fiscal pour les plus riches (à l'arrivée de Sarko au pouvoir) = 15 milliards €
- Loi TEPA (défiscalisation des heures supplémentaires) = 6 milliards €
- Aide aux banques (emprunt sur les marchés financiers au taux de 3,8%) c'est tout bénéf pour les actionnaires qui ont perdu et reconvertissent leurs rentes en obligations d'Etat = 25 milliards €
- Aides à l'automobile (avec suppression d'emplois annoncés : les patrons appellent ça du « dégazage », du « dérecrutement », du « dégraissage » ! = 6 milliards €
- Suppression (d'une partie ?) de la taxe professionnelle, selon Sarko = 8 milliards €
- Dégrèvements qui existaient déjà, pris en charge par l'Etat = 12 milliards €

total (et on en oublie !) : 175 milliards €

La dette publique que devront rembourser les générations à venir, **c'est inacceptable !**

Le « trou » de la Sécu qui devrait permettre à Sarko de la privatiser, **c'est inacceptable !**

Un tel interventionnisme d'Etat au profit du capital

entraînant **des concentrations énormes de banques et d'entreprises, c'est inacceptable !**

Pour nous

- pour les jeunes au chômage = 200 à 300€ par an (!)
- pour ceux qui gagnent entre 5 870 et 11 670 € = 110€ par an (!) en moyenne
- aux seules familles qui bénéficient de l'allocation de rentrée scolaire = 150 €
- chômage partiel indemnisé à 70% au lieu de 60%

soit au total : 2,4 milliards €

Où prend-on l'argent ? Pas dans les poches du MEDEF mais dans les caisses vides de l'Etat

Qui paiera ? Les petits contribuables de demain !

La crise, c'est pas à nous de la payer

Alors que la situation des salariés, des précaires, des démunis ne cesse de se dégrader, ce n'est pas à nous de payer la crise dont **eux sont les seuls responsables** ! Rien qu'en **Franche Comté**, en décembre/janvier, le nombre des **demandeurs d'emploi** a **augmenté de 23,5%**, soit 2 fois plus que la moyenne nationale (+ 11%). Quant au **chômage de longue durée**, il a **progressé 3 fois plus vite** que la moyenne nationale.

Ça ne peut plus durer ! La solution c'est nous

Les patrons, les actionnaires doivent cracher au bassinet, réduire leurs profits, c'est là que les caisses sont pleines.

Des exemples ?

- **Les 40 entreprises** les plus cotées en Bourse (CAC 40) vont distribuer à leurs actionnaires-rentiers pour l'année 2008 ... **54,2 milliards €**

- **Total**, à lui seul, **hausse** le versement de ses **dividendes de 10% soit 5 milliards €**, 42% de ses bénéfices. On est loin des 30% de Sarko ! **La « valeur travail » de ceux qui gagnent de l'argent en dormant se porte bien !**

- Quant au **PDG de Total, M. de Margerie**, sans les primes et les actions, **son salaire n'est que de 1,25 millions € !**

Et il y aurait beaucoup à dire sur les grands commis de l'Etat-Sarko qui veillent à ce que l'on ne touche pas aux profits capitalistes. Un exemple : **Pierre Jouyet, homme du soi-disant PS**, rallié à la Droite a obtenu **une « petite » (!) augmentation de 71 000€**. Son salaire va passer de 149 000 à 220 000€. Il aura la responsabilité ... de surveiller (?) les marchés financiers !

Et puis, les privatisations, ça rapporte aux actionnaires

- **La Poste** verse **212 millions €** de dividendes aux actionnaires

- **France Telecom**, **3,15 milliards €** soit 50 % des bénéfices

- **EDF**, 68% des bénéfices

Et Sarko veut faire de même avec l'hôpital, les universités ... et lui qui dit lutter pour l'emploi ... **supprime 30 000 postes** dans la Fonction publique.

Ce sont les profits qu'il faut réduire, c'est la société qu'il faut changer

Sarko, le cynique, spéculé sur notre passivité : accros à nos petites possessions, sanglés dans nos impuissances, prêts à tous les renoncements, acceptant notre servitude amorphe, nous serions tout juste capables de défiler en procession pour lui prouver notre mécontentement et valider un front syndical si fragile ? Le « mari de la chanteuse » se fait fort en effet de rallier à lui Chérèque et consorts pour mieux éteindre la « grogne » sociale. Allons nous le laisser longtemps se moquer de nous, lui qui fonctionne contre nous à l'injure, à l'humiliation, la compassion et à l'intimidation ?

Il nous appartient de prouver le contraire. **Sans luttes pas d'espoir !** Il nous faut rallumer la flamme de l'insoumission. **Les classes populaires doivent reprendre l'initiative**, s'organiser tout de suite **et à l'exemple des Guadeloupéens construire l'unité populaire** faisant converger les aspirations des quartiers populaires stigmatisés, des salariés précarisés et sous-payés, des chômeurs et Rmistés déclassés, des populations semi-colonisées, avec toutes les petites classes moyennes fragilisées.

En serons-nous capables ? **Le 19 mars** doit être le **point de départ d'une lutte prolongée** pour notre dignité, pour l'avenir d'un monde de justice sociale, débarrassé des exploités, spéculateurs et autres rentiers du capital.

Sarko prétend que nous ne sommes rien, soyons TOUT et SOYONS TOUS dans la rue le 19 mars prochain

Avec les Amis de l'Emancipation Sociale, Soyons tous

Rouges de colère car les classes populaires ne doivent pas payer la crise du capitalisme

Verts de rage contre le productivisme qui détruit l'Homme et la planète

Noirs d'espoir pour une société de justice sociale et d'égalité

que nous voulons multicolore, multiculturelle et solidaire

Rejoignez les Amis de l'Emancipation Sociale 03.84.30.35.73 emancipation.sociale@laposte.net

La récession conduit au repli sur soi et à une recrudescence des exclusions. Le renvoi des femmes «à la maison» va-t-il réapparaître comme une solution sinon «la» solution ? En effet, le projet de réduction du congé parental censé faciliter leur accès à la vie professionnelle s'oppose à la sape bien réelle des structures d'accueil en écoles maternelles, par exemple. Il est donc à craindre que les femmes (de plus en plus nombreuses à élever seules leurs enfants) choisissent pour les plus pauvres d'entre elles en particulier, de rester dans l'espace domestique qui reste l'«épice de la domination masculine» (cf A. Bihl-R. Pfefferkorn), ou de le réintégrer. Pourtant la participation croissante des femmes à la vie politique (encore faible et maltraitée), à l'économie (avec des écarts de salaire en leur défaveur injustifiables) et aux luttes est une évidence et doit être intensifiée. Dans ce contexte les femmes vont devoir se battre davantage encore pour avoir droit à leur place. Il convient donc de s'interroger sur la pertinence des réactions violentes ou plus feutrées y compris dans la presse «à la gauche de la gauche», relatives à la pratique pourtant bien modeste encore de la féminisation de la terminologie des textes, qui tend à donner aux femmes davantage de visibilité. Le sujet peut paraître anecdotique voire très anecdotique alors qu'il exprime lui aussi l'engourdissement de notre société, notre manque d'imagination pour réussir par tous les moyens sa transformation.

«Epicéner»⁽¹⁾ ou ne pas epicéner ?

L'art et la manière de nous exprimer

Un lecteur d'ACC vient de nous écrire pour nous féliciter (mais si, mais si), donc renouveler son abonnement et nous donner des adresses de lecteurs et lectrices probables (n'hésitez pas à faire comme lui !). Il note en sus –et c'est notre sujet- les lignes suivantes :

«J'ai simplement un reproche, qui concerne l'orthographe et plus particulièrement les graphies «lecteurs/trices», «abonné-e-s», etc, lesquelles m'agacent toujours autant. Comme si «lecteurs» ne faisait référence qu'aux lecteurs masculins ! Il me semble –ça reste à vérifier- que ces stupides graphies vont d'abord apparaître chez celles que j'appelle les «féministes Bac+5 ou Smicx4», des bobo peu préoccupées par les luttes sociales, puis après une petite décennie ont également envahi la presse contestataire de gauche, où elles n'ont rien à faire !

Bref, pas touche à la langue française !»

La teneur de ce texte et la perversité du «elles» précédent –graphies ou bourgeoises-bohèmes féministes ?- qui ne peut être inconsciente chez l'esprit rationnel (mathématique si ma déduction de ses coordonnées est exacte) qui nous écrit, m'invitent à rappeler (très médiocrement car je ne suis ni Bac+5 ni Smicx4) l'origine du masculin générique et l'apparition des noms féminisés, puis à présenter très succinctement deux études scientifiques sur le langage epicéne et sa supposée lourdeur. Enfin je me laisserai aller à quelques propositions de dépassement des usages -grammaticaux conventionnels ou autres-, au service d'une langue toujours compréhensible par chacun, chacune, mais tenant compte de l'évolution des mentalités en faisant toute leur place aux différentes composantes de la société qui la pratique.

Les «protecteurs» et «protectrices» de la langue française

La langue est l'outil de communication par excellence. Pour nous comprendre, nous utilisons un vocabulaire unique, plus ou moins large selon les locuteurs, et nous construisons nos phrases selon une logique identique, selon une syntaxe. Ne pas respecter la syntaxe ou l'orthographe, c'est courir le risque d'être mal compris, de ne pas être lu ou écouté. Nul ne rédige un texte sans respecter du mieux possible les règles de la grammaire. Ces règles ont été entérinées au XIXe siècle lorsque l'école est devenue obligatoire. Et notre langue s'est figée... La grammaire n'est pas un dogme. Et quand bien même.



Si le grammairien Claude-Favre de Vaugelas a pu faire entrer dans notre langue, en 1647, le masculin générique

en décidant autoritairement que « parce que le genre masculin est le plus noble, il prévaut tout seul contre deux féminins », c'est que le masculin générique cadrait avec les critères de la société d'alors.

L'Académie française créée en 1635, de secrétaire perpétuel en secrétaire perpétuelle (féminisation que H. Carrère d'Encausse rejette) garde le temple. On sait que cette institution a freiné dès les années 80 et freine toujours la promotion de la féminisation⁽²⁾ des fonctions, titres et grades. On peut lire sur son site «Une féminisation autoritaire et systématique pourrait aboutir à de nombreuses incohérences linguistiques. Brusquer et forcer l'usage reviendrait à porter atteinte au génie de la langue française et à ouvrir une période d'incertitude linguistique. C'est ce que l'Académie française a toujours voulu éviter et c'est pourquoi, au nom de l'usage, elle se réserve la possibilité d'enregistrer de nouveaux termes pourvu qu'ils soient bien formés et que leur emploi se soit imposé». On en tremblerait presque.

Qu'on retrouve aujourd'hui allié-e-s de l'immobilisme et du conservatisme de l'Académie, des collaborateurs, collaboratrices, lecteurs et lectrices de la «presse contestataire de gauche» insinuant qu'ajouter des –e à des mots perturberait gravement la lecture et la lisibilité des textes, laisse pantois-e. Le rejet du langage epicéne marque une allergie [à (psych)analyser ?] au changement linguistique, au changement dans les rapports hommes-femmes. Ne devons-nous pas plutôt être dissident-e, subversif et subversive (le danger ici n'est pas mortel) pour faire voir et revoir à l'écrit, entendre et réentendre à l'oral, que nous contribuons pleinement, hommes et femmes, au fonctionnement de la société, toutes sphères ou secteurs confondus et qu'il est équitable de nous reconnaître distinctement dans une démarche commune ?

Les effets du langage épïcène

Deux universitaires de l'Université Libre de Bruxelles, Faye De Landtsheer et Brigitte Garbar ont voulu vérifier si oui ou non l'utilisation d'un masculin générique donnait lieu à une interprétation mixte, autrement dit à un discours renvoyant à un ensemble comportant des femmes.

Elles ont d'abord examiné une étude canadienne de 2001, *Les mots masculins désignent-ils aussi des femmes ?* de Nigel Armstrong, Cécile Bauvois et Kate Beeching. « Ces scientifiques, disent-elles, ont soumis une série de 26 phrases à un groupe québécois et un groupe belge. On y a décelé un fort taux d'interprétation mixte. Toutefois ce taux apparaît moins élevé dans la plupart des phrases chez les Québécois (6 phrases sur 26). Cela est probablement dû au fait que les pratiques de féminisation linguistique et lexicale sont bien présentes depuis les années 70 au Québec ; ils ont donc plus de termes appropriés à chaque sexe et moins de termes à considérer comme mixtes.

Malgré le fort taux d'interprétation mixte, il s'est avéré, pour les deux groupes, que dans un certain nombre de phrases il était difficile d'inclure les femmes. Cette étude tend donc à démontrer que le courant féministe a raison d'affirmer que les termes masculins ne sont pas « neutres », c'est-à-dire qu'ils assimilent plus volontiers le signifiant masculin à un signifié exclusivement masculin. De ce fait, les féministes auraient raison de revendiquer un langage épïcène » (cf Tableau récapitulatif de l'étude page suivante).

La deuxième étude scientifique citée par les deux chercheuses belges date de 2006 *Féminisation et lourdeur de texte* in *Production et perception du langage écrit* Armand Colin (Paris) 2007 ; leurs auteurs et autrice, Pascal Gyax et Noelia Gesto de l'Université de Fribourg en Suisse, présentent ainsi sur leur site le résumé de leur travail : « Dans notre étude, nous avons testé l'idée, avancée par l'Académie française (2002), que la féminisation du langage alourdissait le texte. Pour cela, nous avons fait lire à 40 étudiantes et étudiants cinq descriptions de différentes professions. Pour chacune de ces professions, quatre descriptions différentes ont été rédigées : une version avec la profession au masculin, une avec la profession au féminin et deux versions avec la profession sous formes épïcènes. La vitesse de lecture

Les mots masculins désignent-ils aussi des femmes ?

(Etude canadienne de 2001 de N. Armstrong, C. Bauvois, K. Beeching)

Tableau récapitulatif

n°		Nb	Gén	Qbc	Blg	Moy
1	Un homme d'église	/	/	13	6	10
2	Un homme de science	/	/	9	33	21
3	Cette femme est mère de trois enfants dont un psychanalyste	Sg	Non	30	43	37
4	La direction a licencié deux contrôleurs	Pl	Non	38	46	42
5	IBM recherche techniciens en électronique	Pl	/	51	48	50
6	Le procureur a requis une peine de prison de 10 ans sans sursis	Sg	Non	43	64	53
7	Les instituteurs doivent faire régner l'ordre dans leur classe	Pl	Oui	46	62	54
8	La poursuite s'est transformée en chasse à l'homme	/	/	55	60	58
9	Le bon vin réjouit le cœur de l'homme	/	/	61	59	60
10	C'est annoncé dans une note de service adressée à tous les gérants	Pl	Non	58	65	61
11	L'homme des cavernes	/	/	59	64	62
12	Société commerciale recrute ingénieur pour prospection en Afrique	Sg	/	58	65	62
13	Le tuteur est responsable de l'enfant jusqu'à la majorité de celui-ci	Sg	Oui	67	70	69
14	Actuellement, le Français moyen consomme plus de bière que de vin	Sg	Oui	69	73	71
15	Un propriétaire doit veiller à se faire couvrir par une bonne assurance	Sg	Oui	69	74	71
16	Les trois députés n'avaient pas assisté aux débats	Pl	Non	73	72	72
17	Représentants en vente et marketing demandés d'urgence	Pl	/	69	77	73
18	Enseignant demandé pour horaire mi-temps dans secondaire	Sg	/	66	83	74
19	Un groupe expérimental de jeunes Anglais fut amené à croire qu'il passait un test sur l'intelligence	Pl	Non	71	90	80
20	C'est un excellent médecin	Sg	Non	78	90	84
21	Pour le psychologue, le mot motivation prend un sens beaucoup plus large	Sg	Oui	85	84	84
22	L'homme descend du singe	/	/	82	94	88
23	Les Américains se disent de grands démocrates	Pl	Oui	88	89	89
24	Le jury a été impressionné par la déclaration de ce témoin	Sg	Non	86	92	89
25	Les professeurs sont nommés après examen de leur dossier	Pl	Oui	88	93	90
26	Les chimistes s'exposent à diverses pollutions	Pl	Oui	90	93	92

Légende : 1. La colonne Nb marque par Sg les items où le terme ciblé est au singulier et par Pl ceux où il est au pluriel 2 La colonne Gén spécifie si les termes ont (oui) ou n'ont pas (non) une valeur générique 3 La distinction n'a pas été faite (/) pour les items comportant le mot homme, ni pour les phrases rédigées dans le style des offres d'emploi 4 La colonne Qbc comporte les pourcentages des témoins québécois, Blg ceux des témoins belges 5 La colonne reprend la moyenne des deux colonnes précédentes

Source : *La féminisation, Epïcène et lourdeur de texte*, DeLandtscheer, Garbar, ULB, Fac de Philosophie et lettres, année académique 2007-2008

des descriptions de professions sous une forme épïcène ou féminine, même si celle-ci était plus lente à la première occurrence du nom de métier, retrouvait son rythme normal, ceci dès la deuxième occurrence, indiquant un effet d'habituation.(...).»

Si Faye De Landtsheer et Brigitte Garbar émettent quelques réserves sur le corpus analysé par la deuxième étude (tranches d'âge insuffisantes), elle trouve plus complète l'étude canadienne et concluent qu'un nouveau langage émerge, lié à un phénomène de société et qu'« aucune personne, qu'elle appartienne au domaine politique, littéraire ou grammatical, n'a le droit d'apposer son veto sur un fait de langue voulu par une partie des locuteurs francophones qui d'une part ne contreviennent à aucune règle de grammaire française et qui d'autre part sont par leur fonction même de locuteur, les roues motrices de la langue française, ceux qui font qu'aujourd'hui elle fait encore partie des langues vivantes ».

Epïcénons partout sans gêne

Fort-e-s de ces études, sachant qu'en écrivant nous nous adressons à des femmes et à des hommes nous nous devons de produire des textes épïcènes. Les enseignant-e-s en particulier, du primaire jusqu'à l'université, doivent (se) convaincre de la légitimité du but à atteindre, à savoir traduire dans les usages la volonté d'une évolution des mentalités (fin des stéréotypes) vers plus d'équité et de visibilité dans la prise en compte de tous les acteurs et actrices de la société.

Réajuster son corset contribue à faire vivre la langue au rythme de notre temps et ne signifie pas obligatoirement qu'on vise le remplacement du masculin générique par un féminin générique ou qu'on promeuve la réforme radicale de toute l'orthographe⁽³⁾.

Il faut convenir d'abord que le masculin générique est insuffisant. En effet

si je dis : «J'ai rencontré un homme/un habitant/un Chinois charmant ?», qui imagine un seul instant, de bonne foi, que j'ai rencontré une femme ?». De même, parler du «futur président» pendant la dernière campagne présidentielle, était indiscutablement favoriser le candidat masculin.

Ensuite, **s'agissant de féminiser ou masculiniser les noms de métiers, titres et fonctions,**

Si nous disons «Louis Dupont est un sage-homme», pourquoi serait-ce moins bien que «maieuticien» ? Si nous parlons de la tenancière d'un café en disant «la cafetière» on nous objecte qu'une cafetière c'est autre chose, mais l'avocat (celui du barreau) c'est aussi autre chose (et le barreau également !). Si nous écrivons : «la garde des sceaux a accouché» n'est-ce pas plus logique que «le ministre de la justice a accouché» ?

Lorsque nous faisons des présentations, évitons «Monsieur Louis Dupont et son épouse», choisissons «Madame Jeanne Durant-Dupont et Monsieur Louis Dupont». Au lieu de présenter la maire de Lille «Martine Aubry, fille de Jacques Delors», disons «Martine Aubry, la maire de Lille et première secrétaire du PS».

La nouvelle génération trouvera normales ces appellations féminisées comme au Moyen-Age on trouvait normal de parler d'une poétesse voire d'une maréchale-ferrante. Il y avait même un bourreau et une bourrelle.

Lorsque nous marquons le féminin, préférons le trait d'union à la parenthèse (symbole d'enfermement) ou à la barre de fraction (symbole d'opposition) -les Allemands semblent préférer le -E-...- et osons écrire, dire : «Une ville de dix mille habitant-e-s». Où est la «faute» ?

Utilisons la formulation double : celles et ceux, tous et toutes, chacun, chacune, elles et ils, etc Si vous trouvez le procédé lourd, modifiez votre style en employant «on, nous, la majorité, la plupart... » ; remplacez «trésorier-ères, chercheuses, expert-es...» par «comptables, scientifiques, spécialistes...»

Enfin, **s'agissant de l'accord grammatical,**

Accordons au plus proche : «les lectrices et lectrices sont heureuses de...», surtout si elles sont les plus nombreuses !

Que les audacieux osent accorder dans le même texte tantôt au féminin, tantôt au masculin (4)

Et que les plus téméraires parmi les téméraires osent violer (!) la règle taboue de l'accord au masculin pluriel en écrivant : «Mille femmes et un ver de terre ont été écrasées». N'est-ce pas plus logique quand bien même Mr de Vaugelas et l'Académie en eussent décidé autrement ?



Le langage est performatif,

c'est-à-dire qu'il fait, qu'il crée ce qu'il dit. Ce n'est pas une question d'orthographe, de grammaire, mais une question de représentations derrière le langage qu'on emploie, qui le conditionnent, et qui deviennent facilement discriminantes. Il faut convaincre en rédigeant de manière épïcène de la légitimité du but à atteindre. En France, on résiste à l'usage des épïcènes alors que les Belges, Canadien-ne-s, Suisses et Suissesses, pour ne citer qu'eux et elles parmi les francophones(5), éditent en milliers d'exemplaires des guides(6) afin de généraliser dans les documents administratifs, juridiques et autres la rédaction épïcène. Ainsi est-il possible de donner une égale visibilité aux hommes et aux femmes, tout en préservant la qualité des textes, à condition d'appliquer les conventions orthographiques, normes grammaticales «ordinaires» et d'utiliser certains standards : polices lisibles (arial ou verdana), règles des espacements (ponctuation, paragraphes) et autre charte graphique.

De plus en plus de néologismes sont créés et admis dans les dictionnaires officiels pour traduire les découvertes scientifiques, les innovations informatiques. Prendre l'initiative de rendre systématiquement visible, audible, la présence féminine et masculine dans tous les domaines occupés par les hommes et les femmes trop sous-entendues, afin que cette présence équitable permette un partage des tâches d'égal à égale, doit pouvoir constituer une de ces «attaques latérales» de la domination masculine, dont ont pu parler A Bihl et R Pfefferkorn pour la sphère domestique, mais pas seulement, et un de nos objectifs de militant-e pour l'émancipation sociale.

mhfaure

Références principales :

- *Les Enjeux de la parité linguistique* - Fabienne Baidier, Edwige Khaznadar, Thérèse Moreau ; NQF 2007

- *LA FEMINISATION, Epïcène et lourdeur de texte* - De Landtsheer, Faye, Garbar, Brigitte, Université libre de Bruxelles, Faculté de philosophie et lettres, Langues et littératures françaises et romanes année académique 2007 - 2008

Notes :

(1) Permettre une meilleure visibilité de la femme dans les textes et éviter le masculin générique

Un mot épïcène n'a qu'un genre quel que soit le sexe des personnes désignées : «Claude et Dominique sont de jeunes élèves mulhousien-ne-s.»

(2) Demandée par Yvette Roudy, première ministre des Droits de la femme. Accordée par Laurent Fabius dans une circulaire restée sans effet, en 1986. Relancée par décret en 1999 par Lionel Jospin

(3) La scientifique C. Labrosse (Québec, 1996) propose en effet de rendre épïcènes d'autres mots comme «subtile», «turque» par ex, comme le sont «utile», «fragile», et également une orthographe mixte pour des pluriels de façon qu'on écrirait «Certainz enseignantz ; illes» qui contracteraient respectivement «certain-e-s enseignant-e-s ; ils ou elles...»

(4) Comme l'a fait David Vercauteren in *Micropolitiques des groupes pour une écologie des pratiques collectives*, hb-editions.fr «envers et contre la règle qui veut que le masculin l'emporte, nous avons opté pour un usage aléatoire des genres» (introduction, p 9)

(5) le problème des genres ne se pose pas dans toutes les langues

(6) Au Canada, Avoir bon genre à l'écrit, Guide de rédaction épïcène - Pierrette Vachon-L'Heureux, Louise Guénette (2007) ; en Suisse, *Ecrire les genres, Guide d'une rédaction épïcène* - Thérèse Moreau (2001)

Eléments d'histoire de la Gauche en France (2)

Dans le précédent article, a été montré, au regard de l'histoire, le caractère fallacieux de la proclamation de républicanisme dont la Gauche respectueuse des institutions de la bourgeoisie s'entoure pour se draper dans la vertueuse légalité et s'afficher verbalement par là même, comme anti-autoritaire. Le passé républicain dément cette affirmation pour le moins tendancieuse. Les événements évoqués (1830 – 1848 – 1871) le démontrent amplement. Ceux qui suivent, en France, ne font que renforcer cette conviction : la Gauche au pouvoir peut être aussi répressive que la Droite, ce qui nous invitera à débattre de cette fausse opposition avant de nous interroger sur la question **de l'Etat** et ses fameuses institutions républicaines qu'un délire de Gauche sacralise.

Ce que la bourgeoisie après l'écrasement de la Commune en 1871, se devait d'éradiquer dans les classes populaires, c'était l'esprit de 1789, celui par lequel elles se considéraient comme acteur et moteur de l'Histoire. Pour les classes dominantes ce qui était bon hier ne l'est plus désormais, « *la révolution, c'est fini* ». Du point de vue des institutions, il ne peut plus être question d'un régime doté d'une assemblée unique, de clubs populaires, de sans culottes qui organisent une pression intolérable que l'on ne peut contenir. Il est inconcevable de se réclamer de la Constitution de 1793 qui, bien que jamais appliquée, conserve sa charge subversive, notamment son article 4 qui ouvre largement le suffrage universel aux étrangers. Il vaut d'être cité pour son actualité : « *Tout homme né et domicilié en France, âgé de 21 ans accomplis, tout étranger qui domicilié en France depuis une année vit de son travail ou acquiert une propriété ou épouse une française, ou adopte un enfant ou nourrit un vieillard, tout étranger qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'Humanité est admis à l'exercice des droits des citoyens français* ». Ces envolées révolutionnaires propres à la période d'expansion des Lumières dans l'Europe monarchique ne sont plus de mise. La domination de la bourgeoisie signifie dans un premier temps la restriction du droit de vote, des institutions corsetées mais également la domestication des masses, notamment par l'école¹. Ainsi, Thiers proclame « *il faut purger les listes électorales de la vile multitude* ». Et en 1850, une loi prescrit que, pour pouvoir voter, il faut ne pas avoir changé de résidence pendant 3 ans. La classe ouvrière urbaine précaire, sans domicile très fixe, est exclue : 3 millions sur 9,5 sont privés de droit de vote. Si les républicains se rallient au Sénat napoléonien² en 1875, il devint non plus cette assemblée aristocratique mais le lieu de regroupement des notables ruraux les plus conservateurs. Il fut conçu, pour reprendre l'exposé des motifs qui lui

vaut consécration, comme le « *brise lame des impulsions irraisonnées de suffrage universel* ». Et Jules Guesde de parler à juste titre de « mensonge électoral »³.

I – Réprimer et museler la classe ouvrière

Et la Gauche de ces institutions, que fit-elle ? Elle est sans conteste au pouvoir de 1906 à 1909 avec des poids lourds socialistes et radicaux socialistes, tel Aristide Briand, rédacteur de *l'Humanité*, Secrétaire du Parti socialiste de 1901 à 1905, Ministre de l'instruction publique, avec Clémenceau qui siège à l'extrême Gauche en 1876, Ministre de l'Intérieur, avec Viviani socialiste et ministre du travail de 1906 à 1910. Les ambitions sociales qui avaient permis l'élection de ce Gouvernement furent vite enterrées au profit de l'affairisme, de l'expansion industrielle et coloniale, ainsi que de l'armée. Mais elles acquièrent leurs lettres de noblesse bourgeoise **en réprimant les mouvements sociaux** qui tentaient de leur rappeler leurs promesses, d'autant que la situation sociale des salariés se dégradait.

Ce sont d'abord les mineurs qui furent réprimés. **A Courrières**, des conditions de travail et de sécurité déplorables provoquent à la suite d'un coup de grisou, la mort de 1 100 mineurs. Face aux profits exorbitants des compagnies et les salaires de misère qu'elles octroient, c'est spontanément la grève de 40 000 mineurs. **Clémenceau** pour « faire respecter la liberté du travail » envoie l'infanterie réquisitionnée, il arrête des syndicalistes révolutionnaires, les gendarmes chargent à Denain mais les métallurgistes d'Anzin cessent également le travail. Le spectre de la grève générale hante les classes dominantes et la Gauche de gouvernement ne lésine pas sur les moyens pour rétablir l'ordre social du système. Les manifestations du 1^{er} mai à Paris se heurtent à 45 000 hommes de troupe qui procèdent à 800 arrestations. Le Gouvernement briseur de grève n'en a pas terminé avec le mouvement social, la troupe est envoyée contre les dockers de Nantes puis, en 1906, c'est la grève des postiers, 228 sont révoqués puis, dans une deuxième charrette, encore 312 d'entre eux. Puis survient l'insurrection des vigneron, MontPELLIER, Narbonne... tout le Sud est en ébullition d'autant que le 17^{ème} bataillon se range du côté des insurgés ; la répression est terrible, il en sera de même en 1910 contre les cheminots, leur grève est cassée : il fallait bien assurer la sérénité au groupe Rothschild qui possédait la compagnie du Nord ! **Jaurès** a beau stigmatiser « le traître » Briand qui a décidé de faire rendre gorge à ses anciens amis anarcho-syndicalistes, intérieurement, il s'en réjouit : l'électoratisme de la Gauche est, pour un temps, débarrassé des partisans de « l'action di-

recte » qui gênaient la progression des cartels politiques.

Mais il ne suffit pas de réprimer, de casser le mouvement gréviste, **la voix de leurs porte parole doit être muselée**. Sans vergogne Rad-Soc⁴ et autres socialistes de salon n'hésiteront pas à utiliser les lois scélérates de 1893-1894 instaurant **des délits d'opinion** et à traduire en correctionnelle nombre de militants, à castrer la liberté d'expression. Ainsi, et à titre d'exemples, Delannoy est condamné à 18 mois de prison pour caricature anticoloniale en 1908 ; Gustave Hervé, professeur, est révoqué pour antimilitarisme, de 1905 à 1912 il accumule 138 mois de prison. Les journaux ouvriers sont surveillés, traqués, censurés ou frappés à la caisse : *l'Atelier* condamné à 18 000 F d'amende pour « *apologie de la haine de classe* » disparaît. *La Rue*, le journal de Jules Vallès, est saisi à plusieurs reprises et son imprimerie connaît des descentes de police inopinées.

II – Défendre les institutions républicaines, une valeur de Gauche ?

A ce stade, l'on peut s'interroger sur la signification réelle de la défense des institutions républicaines dont des politiciens de Gauche se réclament pour mieux faire allégeance au système. Réprimer, museler mais aussi domestiquer, intégrer⁵ sont les différentes facettes d'une même stratégie qui s'oppose à l'autonomie d'action et de réflexion des classes populaires et à leurs leaders qui, tel Pierre Monatte, ce syndicaliste révolutionnaire proclamait : « *La classe ouvrière, devenue majeure, entend se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation. Notre politique c'est notre affaire* ».

Derrière le vocable d'apparence progressiste de « défense des lois de la République » (lesquelles ?) se cache la soumission à l'Etat. Le clivage Gauche-Droite s'apparente par conséquent à une fausse opposition qui ne révèle que des divergences tactiques **visant à contenir l'intervention intempestive du peuple** sur la scène publique. La paix sociale, c'est-à-dire le maintien de l'ordre existant, nous l'avons, vu, peut s'obtenir par différents moyens : en restreignant le droit de suffrage, en distinguant le citoyen actif du citoyen passif, ou aujourd'hui participatif mais jamais décisionnel et en considérant plus fondamentalement que le droit d'expression doit être limité à la désignation de la représentation parlementaire ou encore en excluant les étrangers ou en subordonnant le droit de vote à la maîtrise de l'écriture. Avec le développement du capitalisme et la nécessité de disposer d'une main d'œuvre plus instruite pour développer les forces productives, et surtout avec la mobilisation po-

pulaire faisant entendre sa voix dans l'espace public, ces moyens se sont avérés insuffisants d'où le recours à l'école et aux députés tuteurs du peuple ou aux notables s'assurant d'une clientèle plus ou moins dépendante des faveurs qui peuvent lui être octroyées. Ceci n'est d'ailleurs envisageable que si et à condition que la représentation des différentes corporations, qu'elles soient syndicales ou non, peuvent pour « se faire entendre » intégrer l'appareil d'Etat. Le paritarisme des partenaires sociaux ou la reconnaissance de différents lobbys, par exemple l'Ordre des médecins, n'a pas d'autre fonction. Toutefois, cet édifice à vocation consensuelle visant à assurer l'hégémonie des classes dominantes est toujours fragile, même pendant les périodes de relative prospérité, au regard de la répartition de la richesse produite et de l'antagonisme qui demeure entre le capital et le travail. On l'a bien vu, même pendant la période des 30 Glorieuses.

Dans ces conditions, la fonction de la Gauche institutionnelle qui voue « une vénération superstitieuse à l'Etat »⁶ et rêve d'y prendre place en s'appuyant sur le corps électoral populaire pour s'y introduire est précisément d'entretenir des illusions sur la nature de l'Etat.

III – L'émancipation sociale et la question de l'Etat

La Révolution de 1789, en l'identifiant à la Nation, a posé l'Etat comme autorité publique exerçant pour le compte du peuple sa souveraineté une et indivisible où les intérêts des classes antagoniques auraient disparu au profit d'un intérêt général. En fait, la machine d'Etat est un corps séparé, étranger à la société visant à assurer sur le corps social sa puissance de coercition-persuasion. Marx n'a eu de cesse, contre les illusions répandues, d'investir l'appareil d'Etat, de rappeler que « l'Etat n'est pas neutre », qu'il n'existe pas « d'Etat libre », que l'on ne pouvait se borner à en prendre possession, à rêver de le démocratiser (Jaurès) ou à construire sur ses marges une démocratie de proximité (Paul Brousse et les possibilistes)⁷. Gramsci, étendant cette analyse au vu du développement des Etats dans les pays capitalistes européens, considérait l'Etat comme l'élément essentiel du bloc historique dirigé par la classe dominante.

Le légalisme institutionnel de la Gauche de Gouvernement se trouve mis en débat de deux manières, par les luttes sociales elles-mêmes, d'une part et, d'autre part, et parfois de manière concomitante lorsque le bloc hégémonique de la bourgeoisie se fissure ou est profondément remis en cause.

Toute la 3^{ème} République est marquée par l'effort continu des classes populaires pour faire reconnaître leurs droits d'**organisation autonome**, longtemps interdite ou contrainte. Quelques repères suffisent à montrer que le régime républicain n'est

pas, par essence, démocratique. En 1901, le droit d'association est enfin reconnu mais pas le droit syndical, le droit de grève n'est véritablement reconnu qu'en 1936 après le mouvement de grève et d'occupation d'usines. L'interdiction du droit de grève dans la fonction publique a longtemps été un dogme reposant sur la notion de continuité de l'Etat. Il tente de réapparaître aujourd'hui sous l'appellation euphémisée de « service minimum » ou de « droit » des usagers. La grève des postiers en 1909 a été évoquée mais l'on pourrait tout aussi bien relater la répression de la grève des fonctionnaires en 1938, conduite par le Gouvernement Daladier. **Le droit des exploités s'impose donc par le fait**, sauf circonstances exceptionnelles. Ce fut le cas en 1946. La bourgeoisie vichyste désavouée n'avait plus le droit au chapitre, il lui fallait du temps pour se reconstituer avec l'appui du grand frère états-unien. C'est ainsi que les fonctionnaires obtinrent des statuts, que la grève fut légalisée et les syndicats « représentatifs » reconnus. Cette brèche avait des limites, celles de la reconstruction du capitalisme, de la « bataille de la production » chère à Maurice Thorez et de l'intégration des appareils syndicaux dans des organismes paritaires.

Certes, la lune de miel fut de courte durée. Après le départ des Communistes du Gouvernement, la question de l'autonomie des classes exploitées et opprimées resurgit jusqu'à l'apothéose de courte durée de Mai-Juin 68 qui obligea les Gouvernants à reconnaître pour la première fois le droit d'existence dans les entreprises des sections syndicales.

Toutefois, la Gauche institutionnelle lorsqu'elle parvint au sommet de l'Etat, ne s'attaqua jamais à ce qu'elle vénérât : la haute fonction publique, restaurée par De Gaulle, fut considérée comme intouchable. Ces lieux où de l'école libre de Sciences Po on parvenait aux grandes écoles, ces lieux où se diffuse la pensée dominante, d'où sont sortis des experts keynésiens puis libéraux, sont des moyens cruciaux pour assurer la continuité de l'Etat et la sauvegarde bien comprise des intérêts des dominants. C'est d'ailleurs tout un modèle de carrière qui s'est institué à cet effet. Les parvenus et bien dotés passent allègrement de la haute fonction publique à la direction de partis de Droite ou de Gauche selon la conjoncture, puis de cabinets de Ministres à l'élection médiatisée comme députés ou sénateurs quand ils ne vont pas pantoufler dans les banques ou les grandes entreprises.

Si, dans l'opposition, Mitterrand et consorts ont pu considérer la 5^{ème} République comme un régime du « coup d'Etat permanent », arrivés au pouvoir en 1981, ils se sont coulés dans le moule. Et que l'on ne nous sorte pas la décentralisation qui, de fait, a préparé les conditions de la libéralisation-dérèglementation qu'impliquaient le « retrait » de l'Etat et l'intervention de l'Europe libérale et ses aides à la

délocalisation-reconversion. Cette démocratisation-peau de chagrin de « l'appareil jacobin » a pour l'essentiel favorisé la naissance de baronnies de nouveaux notables de Gauche et de Droite.

Reste la question sans réponse, en termes de recettes toutes prêtes, de la transformation sociale. Pendant longtemps, le mouvement ouvrier a été marqué par une certaine vision anarcho-syndicaliste : le modèle de la grève générale sur le tas, l'illusion pacifiste des bras croisés qui, le Grand Soir, verrait s'effondrer l'appareil d'Etat. Cette conception évite de poser d'autres questions plus difficiles : celle de la lutte pour conquérir une nouvelle hégémonie, celle de l'émergence autour d'un nouveau projet de société « d'intellectuels organiques » issus pour l'essentiel des classes populaires, celle des alliances à construire sous conditions et celle plus problématique, parce que non prévisible, de l'irruption (et de la capacité) des masses en mouvement sur la scène publique. Cette interrogation trouve des éléments de réponse en situation de crise politique quand « ceux d'en haut se trouvent dans l'incapacité de gouverner comme avant » et que « ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant ». Dans ces conditions, la Gauche institutionnelle demeure soit aphone, soit vocifère contre un mouvement « irresponsable ». Ce qui fut le cas en 1968, sans que l'on puisse pour autant parler de situation révolutionnaire.

La crise financière, économique, puis sociale pourrait de nouveau faire resurgir concrètement ce type de réflexion qui ne peut être déconnecté de l'état d'organisation et de maturité du mouvement social.

Gérard Deneux

Prochain article : la Gauche, la laïcité et l'école.

Pour en savoir plus :

« Histoire des Gauches en France » tome 2 – Collectif sous la direction de Jacques Becker – éd la Découverte

« Quand la Gauche essayait » Serge Halimi – éd Seuil Arléa.

Notes :

- 1) Le prochain article abordera la question de la laïcité et de l'instruction publique
- 2) Institué pour la 1^{ère} fois en l'an VIII par Bonaparte, restauré après le Coup d'Etat de Napoléon III en 1851.
- 3) Jules Guesde - créateur avec Paul Lafargue du Parti Ouvrier Français en 1880.
- 4) Radicaux socialistes.
- 5) domestiquer, intégrer, ce sera abordé dans de prochains articles : la Gauche, la laïcité et l'école, la Gauche et l'économie capitaliste.
- 6) Engels dans La guerre civile en France 1871 de Karl Marx.
- 7) Parti ouvrier réformiste " radical " qui pensait investir les communes pour obliger l'Etat à se transformer par en bas (entre autres).

Nous publions ici la 1^{ère} partie d'une «*Histoire des luttes antinucléaires en France*» qui en comporte quatre. Les trois autres parties seront publiées dans nos prochains numéros. Il est possible de commander le texte complet (39 pages avec illustrations) pour 12 euros (port inclus) à l'adresse : Henry Chevallier «La Bertrande» 32400 FUSTEROUAU (Tél 05 62 09 08 25. Courriel : ende.doman@wanadoo.fr). Chèque à l'ordre de Ende DOMAN.

L'auteur, Henry Chevallier, est animateur de Sortir du Nucléaire 32 (collectif membre du «Réseau Sortir du Nucléaire», coordonnateur de l'ouvrage «*Nucléaire ? Non merci !*» (publié par Utovie/Silence, 1993)

Histoire des luttes antinucléaires en France

(1^{ère} partie : 1958 – 1975)

A l'heure où la France s'engage dans une impensable relance du nucléaire, nucléaire « civil » avec l'EPR, nucléaire « expérimental » avec l'ITER, nucléaire militaire avec le programme des missiles à longue portée M51 pouvant être dotés de « mini » bombes atomiques, il est indispensable de faire le point sur nos luttes antinucléaires, passées, présentes et à venir.

Cet historique que j'ai vécu, en étant maintenant un « vétéran » des premières marches anti-atomiques, devrait permettre de tirer les leçons, à la fois des erreurs commises dans les luttes, mais aussi des quelques succès remportés lesquels firent mettre au placard des projets de centrales et des projets de barrages-réservoirs liés au nucléaire. Cet historique sera également un devoir de mémoire envers celles et ceux qui se consacreront à ce combat contre le nucléaire, tant militaire que civil (Jean Rostand, Jean Pignero, Claude Bourdet, Pierre Fournier, Solange Fernex, Philippe Lebreton, Michèle Rivasi, les Belbéoch...) et envers ceux qui, hélas, y laissèrent leur vie : Vital Michalon, Fernando Pereira et Sébastien Briat.

Le lancement de l'industrie nucléaire en France (1945 – 1960)

A la veille de la seconde guerre mondiale la France était un des états où la recherche atomique était la plus avancée. Une équipe de pointe s'était créée avec Irène Curie, mariée à Frédéric Joliot, H. Halban, L. Kowarski et Francis Perrin. En 1940 elle était sur le point de réaliser la première pile atomique à l'eau lourde. Joliot avait déjà imaginé les applications civiles...et militaires de la fission nucléaire et avait déposé des brevets en ce sens (ce qui en dit long sur l'inconscience des savants atomistes). En 1945 ce sont les premières bombes atomiques américaines utilisées « réellement » sur des populations à Hiroshima et à Nagasaki. L'évènement fut salué par presque toute la communauté scientifique, les intellectuels et la classe politique comme «une révolution scientifi-

que» (*le Monde*), comme «une conquête monumentale de l'homme» (*l'Humanité*). Le seul chroniqueur à dénoncer l'ignominie de l'arme nucléaire fut Albert Camus dans *Combat*.

Cette nouvelle arme allait aussi passionner les militaires, en particulier le général De Gaulle qui s'était autoproclamé Président du Gouvernement Provisoire. En 1945 il crée, sur la proposition de Joliot-Curie et de l'ancienne équipe de recherche, le *Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA)*. Joliot, nommé haut commissaire du CEA, espérait que cet organisme servirait à promouvoir une « énergie atomique pacifique ». Communiste, il déclara à un congrès du PCF que les savants français ne feraient pas des armes nucléaires pouvant être utilisées contre l'URSS. Cette position lui valut son limogeage. En 1948 est réalisé, à Fontenay-aux-Roses, la pile atomique «Zoé» à l'eau lourde. Ce réacteur produit du plutonium utilisable pour faire une bombe. En 1949 deux autres réacteurs sont construits au centre de Saclay. En 1952 voit le jour le premier plan français de développement de l'énergie atomique, avec un volet civil (loi-programme votée par l'Assemblée nationale) et un volet militaire pour des « armes spéciales ». La décision d'un programme nucléaire militaire se pose en 1954. Cette décision ne sera pas débattue à l'Assemblée nationale, ni encore moins soumise à un référendum populaire (chose inconcevable sous la 4^{ème} République). Ce sera le président du Conseil, Pierre Mendès-France (Parti radical) qui prendra la décision, « après avoir consulté des experts » (c'est-à-dire surtout Francis Perrin du CEA). Bravo la démocratie !

Tout va aller ensuite très vite. Les successeurs de Mendès-France, Edgar Faure (1955) et Guy Mollet (1957), signent la construction des usines nucléaires de Marcoule et de Pierrelatte destinées à produire le plutonium et l'uranium 235 à usage militaire. En 1958 De Gaulle accède au pouvoir absolu et fait accélérer le programme des armes nucléaires dont il rêvait depuis 1945. En 1959 la Force de Frappe est opérationnelle et la première bombe atomique explose à Reggane au Sahara en 1960. Le

programme électronucléaire avait été mis en chantier parallèlement (premiers réacteurs graphite-gaz à la centrale de Chinon).

Ban the bomb

L'opposition au nucléaire commença par le refus de la poursuite de la fabrication de bombes atomiques, cri d'alarme poussé par des scientifiques, certains d'entre eux ayant participé à des programmes nucléaires (Appel de Stockholm, *Mouvement Pugwash*). En France les premiers contestataires furent quelques courageux isolés. Pierre Martin, avec d'autres pacifistes, tente de parvenir jusqu'au site de Reggane. Jean Pignero «simple» instituteur en Seine-et-Marne, écrit en 1957 «Halte à l'atomisme» et fonde une association dénonçant les dangers des rayonnements (rayons X compris) utilisés en médecine⁽¹⁾. Jean Rostand, biologiste «indépendant», ne cache pas, dans ses écrits de vulgarisation, son inquiétude concernant les effets mutagènes et pathogènes de la radioactivité. Ainsi, si certains s'opposent à l'armement nucléaire pour des raisons surtout géopolitiques, d'autres, comme Rostand et Pignero, vont bien plus loin en condamnant toute la technologie engendrant une radioactivité aux effets biologiques nocifs.

La prise de conscience des risques d'une guerre nucléaire se fit principalement aux USA lesquels se trouvaient confrontés avec la guerre du Vietnam (le Viet Minh étant aidé par la Chine et l'URSS) et avec la révolution cubaine se rangeant dans le clan soviétique. La plupart des pacifistes américains étaient ainsi contre la guerre du Vietnam et contre les bombes atomiques. Ce fut le mouvement *Ban the Bomb* (à bas la Bombe) popularisé par les chanteurs, les poètes et autres artistes de la «Beat Generation» (Bob Dylan, Joan Baez...)

Le relais en France de ce mouvement fut principalement dû à Claude Bourdet qui participa à une réunion internationale en 1961. Bourdet était un vieux routard de la gauche non orthodoxe. Pendant la Résistance il fut un responsable du réseau *Combat* (qui se prolongea à la Li-

bération par le journal du même nom). Il milita ensuite contre la guerre d'Algérie, dénonçant les tortures, ce qui lui valut d'être arrêté. Il fonda la revue *France Observateur* qui devait devenir *le Nouvel Observateur*. Il fut de ceux qui rompirent avec la SFIO, suite à l'ignoble politique répressive qu'elle avait menée en Algérie avec Robert Lacoste et Guy Mollet. Il créa un groupuscule néo-socialiste qui devait se fondre dans le PSU (*Parti Socialiste Unifié*). En 1963 Claude Bourdet poussa le PSU à épauler un mouvement contre l'armement nucléaire : le MCAA⁽²⁾.

D'autres organisations de gauche se trouvaient également sensibilisées sur les dangers des armes nucléaires, mais en se focalisant contre la Force de Frappe. Le MCAA, lui, se démarqua de ces organisations par son slogan «non à toutes les bombes» et par des manifestations bien ciblées. En novembre 63 eut lieu une marche à partir de Taverny (près de Paris), commune où devait s'implanter le PC de la Force de Frappe.

Le MCAA allait drainer, entre 1963 et 1967, des personnes venant d'horizons très divers. Il y avait des membres du PSU, des «dissidents» du PCF et de la CGT, des chrétiens étiquetés «de gauche» (*l'Action Civique Non-Violente avec Lanza del Vasto, les Amis de Témoignage Chrétien, des pasteurs...*), des antimilitaristes libertaires (*l'Union Pacifiste, Louis Lecoin*), des scientifiques (Jean Rostand, président d'honneur du MCAA, Théodore Monod du Muséum, l'explorateur du Sahara, l'agronome René Dumont, le Dr Albert Schweitzer, des physiciens atomistes...), le député tahitien John Teariki, des beatniks dont nous parlerons plus loin...

En 1964 les partis de la gauche parlementaire décidèrent d'amplifier leur campagne contre la Force de Frappe. Une foule énorme répondit à l'appel avec 120 000 personnes au parc de Sceaux. Ce fut le premier et le dernier grand rassemblement antinucléaire de la gauche en France. Les organisateurs furent éfrayés par la prise de conscience de «la base». Les participants avaient exprimé leur opposition à tout armement atomique et non aux seules vilaines bombes gaullistes. Cette prise de conscience décollait, en grande partie, de la «crise de Cuba» de 1962 (installation de missiles soviétiques dans l'île) qui faillit déclencher une guerre mondiale qui aurait été nucléaire. Les communistes, les socialistes et les radicaux s'employèrent dès lors à évacuer toute opposition au nucléaire de leurs discours et programmes. On voit ainsi l'énorme responsabilité de la gauche française (PSU excepté) dans le chloroformage de ses électeurs quant à la question nucléaire⁽³⁾. Le MCAA resta l'unique organisation à poursuivre les marches anti-atomiques.

Mais le MCAA n'était pas toutefois



seul. Des «francs tireurs», non attirés par le côté bureaucratique de l'organisation, agissaient de leur propre chef. Le «protest song» de la Beat Generation avait gagné la France avec des chanteurs contestataires dont les plus connus furent Antoine (quand on voit ce qu'il est devenu...) et Hugues Auffray qui avait traduit les chansons de Bob Dylan :

Nous avons les bombes

Les plus perfectionnées

Que saute le monde

S'il faut le faire sauter

Un levier qu'on bascule

Un bouton à pousser

N'ayons pas de scrupules

Dieu est à nos côtés.

Les beatniks manifestaient en général avec le groupe anarcho-surréaliste des *Amis de la Vie* animé par Mouna, le «philosophe des rues». Ce groupe faisait des actions spectaculaires comme d'inonder de tracts anti-atomiques le stade du Parc des Princes lors de la finale du Tournoi des cinq nations (championnat de rugby).

En 1967 le MCAA semble en perte de vitesse, sans doute par suite de sa décision de militer aussi pour la paix au Vietnam. Mai 68 diluera dans son raz de marée les adhérents au MCAA. Le discours de Jean Rostand à la Sorbonne fut la seule manifestation antinucléaire de la «révolution». Pourtant la Force de Frappe était passée à une vitesse supérieure (en août 68 fut expérimentée à Fangataufa une bombe H de 2,6 mégatonnes) et l'électronucléaire se trouvait en plein décollage (réacteurs de Brennilis, de Chinon A3 et de Chooz 1, centrale de Bugey). Toutefois les pratiques de Mai 68 (comités d'action, comités de base) allaient servir de mode d'emploi, les années suivantes, pour des auto-organisations locales populaires (comités de défense et comités antinucléaires).

Mobilisation contre l'électronucléaire (1971-1975)

Beaucoup de soixante-huitards vont se mobiliser contre le programme électronucléaire grâce aux informations fournies par l'APRI de Jean Pignero (publications d'un solide niveau scientifique), par Pierre Fournier (chroniqueur et dessinateur dans *Hara Kiri-Hebdo*) et par les pionniers en Ecologie appliquée et politique (*Réseau des Amis de la Terre* créé en 1969 aux USA).

En 1971 ont lieu les deux premières manifestations contre le nucléaire civil, à Fessenheim en Alsace (centrale en chantier) et à Bugey dans l'Ain (réacteur en fin de construction). La manif de Fessenheim est lancée par un «Comité de sauvegarde» comprenant Solange Fernex qui deviendra la «grande dame» de l'opposition au nucléaire civil et militaire et de l'Ecologie. La manif de Bugey (15 000 personnes en majorité des jeunes) a été préparée par Pierre Fournier et Emile Prémillieu («opération Bugey-Cobayes»).

Fournier, se sentant mal à l'aise dans l'équipe de Hara Kiri, laquelle évite de se positionner de façon militante, crée, en 1972, la revue écolo et antinucléaire *La Gueule Ouverte*. Par sa radicalisation, son indépendance politique (plutôt anarchisante), son savoir et la justesse de ses analyses, Fournier aurait pu devenir le meilleur maître à penser de la contestation si une mort subite, mal explicable, ne l'avait fauché en février 73.

En 1974 Giscard d'Estaing succède à Georges Pompidou. La famille d'Estaing ayant des intérêts dans le lobby nucléaire (avec le groupe Enpain-Schneider), Giscard fait accélérer la filière des réacteurs de seconde génération de type PWR (licence Westinghouse se traduisant par la société franco-américaine FRAMATOME). Une filière de sur-générateurs au plutonium est aussi lancée (prototype «Phénix» à Marcoule). EDF se trouve totalement sous la coupe du CEA, de FRAMATOME, de EURO-DIF, de la COGEMA...

Les sites prévus pour les nouvelles centrales sont dévoilés par une presse militante en pleine expansion. Outre *la Gueule Ouverte*, on trouve l'APRE/*hebdo* et *Ecologie* (publiés par l'APRE : Agence de Presse Ecologique), *le Sauvage*, filiale écolo du *Nouvel Observateur*, *Combat Non Violent* (organe du MAN: Mouvement pour une Alternative Non-violente), les publications des Amis de la Terre, de *Greenpeace*, des périodiques régionaux (comme *Oxygène* en Bretagne), enfin les bulletins des Comités antinucléaires (CAN).

La formule de APRE/*hebdo* est particulièrement efficace. C'est un pério-

dique hebdomadaire qui fournit des flashes et annonce les manifs à venir, alors que presque toutes les autres publications sont des mensuels en retard sur l'actualité.

En 1975 tous les sites nucléaires (centrales en projet ou en construction) sont «couverts» par un CAN ou par une autre association (groupe local des Amis de la Terre, par exemple). La répression montre ses dents. Des manifs sont dispersées par les CRS, les grenades de Mai 68 faisant leur réapparition. A Paris, le PSU et les Amis de la Terre appellent à un cortège, mais sans aucune préparation (pas de tracts, pas de prises de parole). Des manifestants (surtout des jeunes des banlieues) s'opposent aux forces de l'ordre et défoncent les devantures de plusieurs banques⁽⁴⁾. A Fessenheim, un sabotage à l'explosif est commis sur le réacteur en construction. Cette action (revendiquée plus tard par un groupe révolutionnaire) va retarder d'un an les travaux.



On aurait pu espérer une mobilisation des travailleurs de EDF, mais la CGT y fait régner la loi du silence (le PCF étant totalement partisan de l'énergie nucléaire). Seule la CFDT conteste le «tout nucléaire» (slogan en 1976 de la *Fédération CFDT gaz électricité*: «exigeons la diversification des sources d'énergie») et fait paraître un livre expliquant les rouages de l'électronucléaire français⁽⁵⁾. Ce sera ensuite la chape de silence de «la Maison», chape qui perdure toujours malgré le démantèlement des services publics de l'énergie.

La constitution des CAN, des *CRIN* (comités régionaux d'information nucléaire) et de groupes plus ou moins écologistes de défense de l'environnement fut un moyen de lutte très positif mais qui por-

taient en lui des faiblesses. La composition de ces groupes est très hétérogène. Les deux composants principaux sont, d'une part, des militants s'appuyant sur une idéologie ou des idéaux (anarchistes, gauchistes, sociaux-démocrates, écologistes, régionalistes) et, d'autre part, des «gens du pays», sans idéologie politique précise mais défendant leur environnement et leur qualité de vie. Ce pluralisme ne posera pas de problèmes pour certains groupes, mais, pour d'autres, provoquera, surtout à partir de 1977, des conflits et des clashes dont nous parlerons dans la seconde partie de notre historique. Notons que les victoires obtenues furent, en général, le fruit d'organisations où les «gens du pays» avaient pris les choses en main en évitant de se faire manipuler par des «professionnels» du militantisme et de la politique. Pour le nucléaire ce fut le cas des projets de centrale à Erdeven (Morbihan), à Pont-sur-Yonne (Yonne) et, plus tard, à Plogoff. A Pont-sur-Yonne, par exemple, ce furent les agriculteurs qui se mobilisèrent, bloquant les routes avec les tracteurs et empêchant les géomètres de jalonner le site. Dans d'autres domaines ce fut le même chose: extension du camp militaire du Larzac, barrages dans le bassin de la Loire, barrages-réservoirs dans le Sud-Ouest...⁽⁶⁾

La Polynésie française de la honte

C'est en 1966 que l'expérimentation des bombes atomiques fut transférée du Sahara en Polynésie : « expériences nucléaires (...) par lesquelles on va permettre de traiter en cobayes des hommes qui ont la malchance d'habiter un archipel lointain » s'indignait Jean Rostand. Quoi de mieux, en effet, que d'utiliser des atolls perdus dans le Pacifique dans un territoire d'outre mer continuant à subir une dictature colonialiste.

Le « Centre d'Essais du Pacifique » (*CEP*) procédera de 1966 à 1974 à 44 tirs atomiques dans l'atmosphère, soit 39 sur l'atoll de Moruroa et 5 sur celui de Fangataufa. A partir de 1975 les explosions auront lieu en profondeur sous l'atoll de Moruroa.

De Gaulle voulut assister au second tir en septembre 1966, mais la météo était mauvaise. Qu'à cela ne tienne, le général ordonna le tir et un vent d'est entraîna des retombées radioactives jusqu'à des îles situées à plus de 3000 km. D'autres tirs atmosphériques furent également polluants et touchèrent des îles habitées assez proches de Moruroa : Tureia, Rea et Mangareva, cette dernière dans l'archipel des Gambier. Les essais les plus contaminants furent celui de la bombe H d'août 68 et un essai

«sale» en 1971. En 1968, les habitants de Tureia furent évacués dans un camp militaire de Tahiti où ils furent retenus pendant plusieurs mois. Ce fut la seule évacuation car on avait construit dans les îles exposées des abris où les militaires poussaient la population lors des tirs. Certains abris n'étaient que de simples baraquements !

Le CEP devait embaucher 12 000 Polynésiens pour travailler à Moruroa. De nombreuses pathologies, des décès et des accidents mortels s'y produisirent. Les travailleurs « indigènes » opéraient sans aucune protection et beaucoup furent contaminés ou irradiés. D'autres furent atteints par la « ciguatera », intoxication souvent mortelle due à la consommation de poissons contaminés par une microalgue très toxique (cette microalgue se développe dans des milieux marins bouleversés: c'était le cas avec les tirs souterrains à Moruroa et avec des dragages dans les coraux). La ciguatera s'étendit jusqu'à Fangataufa et autres îles habitées⁽⁷⁾.

La «Bombe coloniale» en Océanie française va aiguïser les actions des Polynésiens indépendantistes. En 1972 un commando pénètre dans une caserne de Tahiti pour y voler des armes. Trois activistes sont arrêtés et condamnés à 5 ans de prison !

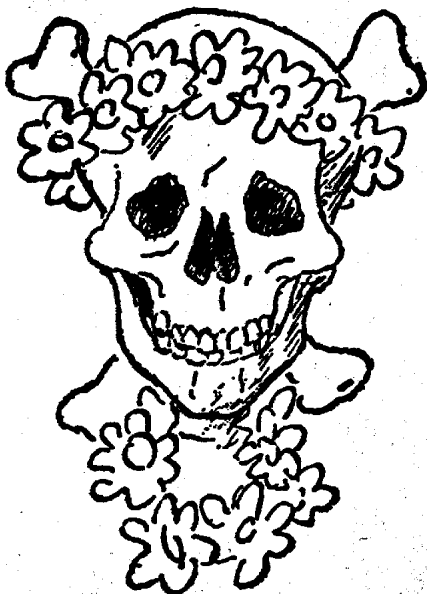
Les essais nucléaires vont susciter aussi des actions pacifistes au moyen de voiliers qui tenteront d'atteindre Moruroa au moment d'un tir. Le canadien David Mac Taggart met son voilier sous la bannière de Greenpeace (bateau le *Vega* rebaptisé *Greenpeace III*). En juin 72 le voilier, approchant de la zone de tir (lequel eut lieu), se trouve encerclé par des vaisseaux de guerre français. Un dragueur de mines éperonne alors le *Vega* et ceci dans les eaux internationales. Le bateau de Mac Taggart est escorté jusqu'à Moruroa puis « expulsé » vers Rarotonga sans avoir été réparé par les autorités françaises lesquelles relatèrent l'évènement de façon la plus mensongère ! L'année suivante un acte de piraterie bien plus grave sera commis envers le *Greenpeace III*.

En 1973 plusieurs bateaux pacifistes mettent le cap sur Moruroa. Deux d'entre eux seront arraisonnés par la Marine française : le *Fri* et le bateau de Mac Taggart. Ce dernier comprend un équipage de deux hommes et deux femmes. Au large de Moruroa, le « comité d'accueil » de la Marine est là comme l'an passé. Mac Taggart remet à un officier les documents lui donnant le droit de naviguer dans les eaux internationales. La réponse de la Marine est l'envoi d'un Zodiac portant une demie douzaine d'hommes qui prend à l'abordage le *Greenpeace III*. Ses deux hommes d'équipage sont sauvagement matraqués. Mac Taggart, blessé à un œil, perd connaissance. Une fille prend des photos et

parvient à cacher la pellicule. Les pacifistes sont retenus plusieurs jours dans les bases de l'Armée puis expulsés de la Polynésie française. Mac Taggart portera plainte pour acte de piraterie, mais les autorités françaises, selon leur habitude, fourniront leur version mensongère des faits. Les photos du matraquage seront censurées en France. A Paris, le politicien Jean-Jacques Servan-Schreiber qui avait participé à la manifestation contre la Bombe à Papeete (voir plus loin) refusa d'appuyer les démarches de Mac Taggart (8).

L'autre bateau, le *Fri*, a à son bord des Français : Jean Toulat, prêtre catholique et journaliste, Jacques de Bollardière, ex général devenu un pacifiste non violent après avoir renvoyé au gouvernement ses médailles de Compagnon de la Résistance et Brice Lalonde, le président des Amis de la Terre France. Le *Fri* est arraisonné par la Marine mais

POLYNÉSIE PARADIS PERDU



sans violence (vu les personnalités à son bord..) Bollardière est renvoyé en France par avion ; les autres passagers du *Fri*, après avoir été retenus, parviennent à Tahiti. Une manifestation et un meeting contre la Bombe ont lieu à Papeete avec des élus tahitiens et métropolitains et des représentants des églises (9).

Si le CEP devait enrichir certains Tahitiens, il devait, en quelques années, totalement pulvériser la société polynésienne traditionnelle et créer des milliers de précaires, de malades et d'handicapés. Les bidonvilles actuels de Papeete sont la triste illustration des méfaits de la « Bombe coloniale » française.

(à suivre)

Henry Chevallier

(1) *Hommage à Jean Pignero (décédé en 2005) paru dans Stop Golfech n°53*

(2) *L'historique du MCAA-MDPL a été publié dans le « n° spécial-bilan » de Alerte atomique (mars 1997). Le congrès de dissolution du mouvement eut lieu le 11 mai 1996 quelques mois après le décès de Claude Bourdet.*

(3) *Invité par le MCAA, en juin 66, dans un meeting à la « Mutualité » de Paris, François Mitterrand y prononça un discours alambiqué qui admettait « dans un gouvernement de gauche la reconversion de la Force de Frappe », tout en insinuant que si celle-ci était détestable c'était parce qu'elle était gaulliste et capitaliste (repeintes en rose, les bombes atomiques devaient être acceptables...). Le masque tombera en 1981...*

(4) *Libération, noyauté alors par le PS, traitera de "branquignols" les manifestants. Les fondateurs de « Libé » devaient être aussi des branquignols...*

(5) *« L'électronucléaire en France » par le Syndicat CFDT de l'énergie atomique (édit. Du Seuil, 1975)*

(6) *Pour les luttes contre les barrages, voir mon ouvrage récent. H. Chevallier : « L'Eau un enjeu pour demain. Etat des lieux et perspectives » (édit. Ellébore-Sang de la Terre, 2007)*

(7) *« Témoignages. Des Polynésiens prennent la parole » (publication Greenpeace-Damoclès, 1990)*

(8) *D. Mc Taggart : « La Croisière Nucléaire » (édit. Hallier, 1975)*

(9) *J. Toulat : « Objectif Mururoa » (édit. Laffont, 1974)*

Chronologie des luttes

1950 : appel de Stockholm signé par 36 prix Nobel à l'initiative du savant américain Linus Pauling pour l'arrêt de l'industrie nucléaire militaire.

1958 : nouvel appel auquel se joignent Jean Rostand, le philosophe Bertrand Russell, le Prof. Alfred Kastler...

1959 : un groupe de pacifistes comprenant Pierre Martin, un pionnier de l'objection de conscience, essaie de gagner le Sahara pour pénétrer à Reggane, zone de tir de la première bombe atomique française. Les pacifistes sont interceptés par les gendarmes français en Afrique Occidentale. Pierre Martin entame une grève de la faim avec le soutien de nombreux Africains. Les autorités l'expulsent de l'Afrique.

L'instituteur Jean Pignero tire un signal d'alarme sur la nocivité des rayonnements utilisés en médecine.

1961 : réunion internationale à Tyrning (Suède) contre l'armement nucléaire. Claude Bourdet y participe pour la France.

février-mars 1963 : création du MCAA (*Mouvement Contre l'Armement Atomique*). Claude Bourdet en sera le président, Jean Rostand le président d'honneur. Le mouvement bénéficie, au départ, de l'aide du PSU (Bourdet étant un des dirigeants du parti).

mai 1963 : premières marches anti-atomiques en province contre la Force de Frappe.

17 nov. 1963 : marche Taverny-Besancourt organisée par le MCAA avec d'autres partenaires. A l'appel d'un « Comité temporaire contre la Force de Frappe et pour le désarmement général » des marches et des rassemblements ont lieu aussi à Nantes (6000 manifestants), à Lorient, au Havre, à Nice, à Besançon...

26 avril 1964 ; le *Comité National contre la Force de Frappe*, présidé par Jules Moch (ancien ministre, SFIO), suscite un énorme rassemblement de 120 000 personnes au parc de Sceaux près de Paris. Les partis, syndicats et mouvements participants sont: le PCF, la SFIO, le PSU, le Parti Radical, la CGT, la CFTC, l'UNEF, le SNI, le MCAA, le *Mouvement de la Paix* (filiale du PCF), la *Ligue des Droits de l'Homme*...

Pâques 1965 : le MCAA reste la seule organisation à susciter les marches anti-atomiques « contre toutes les bombes ».

février 1966 : le congrès du MCAA oriente les actions du mouvement pour la paix au Vietnam et contre les essais nucléaires en Polynésie. Claude Bourdet est réélu président.

1966 : Jean Pignero transforme son association sur le danger radiologique en une *Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants (APRI)*.

mai 1968 : Jean Rostand intervient à la tribune de la Sorbonne. Passé la « révolution », le MCAA se rebaptise *MDPL (Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté)*.

1971 : opération « Bugey-Cobayes » organisée par Pierre Fournier et Emile Prémillieu.

1972 : Fournier crée un périodique militant écolo et antinucléaire: *la Gueule Ouverte*. Le prof. Philippe Lebreton, Jean Pignero et d'autres y participent.

1973 : la Marine répond à une campagne contre un essai nucléaire à Moruroa par des actes de piraterie envers des bateaux pacifistes.

Décès de Pierre Fournier.

1975 : actions des *CAN (Comités Anti-Nucléaires)* contre les projets de centrales nucléaires. Manifestation assez violente à Paris. Sabotage à la centrale de Fessenheim.

Rencontres et lectures à contre courant

La servitude volontaire hier et aujourd'hui

Sous ce titre, Jean Baumgarten nous propose, outre une relecture du classique d'Etienne de la Boétie qui l'inspire directement, de revisiter quelques grands moments du mouvement révolutionnaire, depuis la Révolution française jusqu'aux actuels mouvements populaires latino-américains en passant notamment par le Commune de Paris, la révolution soviétique, la décolonisation, mai-juin 1968, etc. A chaque fois, il essaie de repérer et de comprendre l'ambiguïté et la contradiction interne des comportements sociaux et politiques qui conduisent les hommes à désirer se libérer pour finalement reproduire des rapports de subordination entre eux. Mais l'ouvrage constitue aussi un voyage à travers les souvenirs d'un militant qui, à un titre ou à un autre, a été mêlé à l'ensemble de ces événements et a eu ainsi l'occasion d'y être directement confronté aux mécanismes de la servitude volontaire.

Pour se procurer l'ouvrage, s'adresser à la Librairie Résistances, 30 villa Compoin, 75017 Paris (01 42 28 89 52). Prix unitaire : 12 euros.

Calendrier des crimes de la France outre-mer

Le mérite n'est pas moindre de remémorer sous la forme la plus banalisée, c'est-à-dire paradoxalement la plus révolutionnaire, les entailles radicales et indélébiles de la république dans le corps déchiqueté de l'Autre, le Noir, l'Africain, l'Arabe, l'Asiatique. Le mérite de l'auteur est de mettre à la disposition du grand nombre, un outil informatif, pédagogique, et faussement anodin, un calendrier qui dépeint au jour le jour, la compromission républicaine pérenne. Outil de délégitimation, de démolition des prédatons autorisées, le Calendrier de Morel embrasse un champ allant essentiellement de la traite négrière au génocide franco rwandais.

«*Calendrier des crimes de la France outre-mer*» de Jacques Morel est édité par L'Esprit Frappeur (n°100, 2001). 4 euros.

Le Hamas

Khaled Hroub – universitaire et journaliste, d'origine palestinienne, né dans un camp de réfugiés proche de Bethléem - enquête depuis 15 ans sur le Hamas dont il a rencontré les principaux dirigeants politiques et militaires. Il nous fait pénétrer dans les coulisses du mouvement en Cisjordanie, à Gaza et en Syrie. Un livre pour comprendre pourquoi et comment le Hamas s'est installé au cœur du conflit israélo-palestinien.

«*Le Hamas*» de Khaled Hroub est paru en avril 2008 aux Editions Demopolis. Prix : 20 euros.

Pour sauver la planète, sortez du capitalisme

Un autre monde est possible, il est indispensable, il est à notre portée. Le capitalisme, après un règne de deux cents ans, s'est métamorphosé en entrant dans une phase mortifère : il génère tout à la fois une crise économique majeure et une crise écologique d'ampleur historique.

Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, en reconstruisant une société où l'économie n'est pas reine mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit. L'avenir n'est pas dans la technologie, mais dans un nouvel agencement des rela-

tions sociales. Dans un récit original, l'auteur explique comment le capitalisme a changé depuis les années 1980 et a réussi à imposer son modèle individualiste de comportement, marginalisant les logiques collectives. Pour en sortir, il faut prioritairement se défaire de ce conditionnement psychique. Ce qui fera pencher la balance, c'est la force et la vitesse avec lesquelles nous saurons retrouver l'exigence de la solidarité.

«*Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*» de Hervé Kempf est paru aux Editions du Seuil 151 p. 14 euros.

Le Maitron, tome 4

Dictionnaire du mouvement ouvrier, le «*Maitron*» tome 4 couvre l'Occupation, la Résistance, la Libération, les guerres marquant l'effondrement du colonialisme jusqu'à la coupure majeure de mai 1968. La Libération et la reconstruction modifient le paysage social ; la deuxième moitié des années quarante et des années cinquante voit s'affirmer la présence syndicale et politique, notamment dans la grande industrie. Les années 1947-1963 sont un temps fort du mouvement ouvrier rythmé par des grèves puissantes; les syndicats y élargissent leur influence sociale grâce aux élections aux comités d'entreprise et à la Sécurité Sociale. Dans le même temps s'imposent des thématiques comme l'anticolonialisme, l'éducation populaire. Le choix des biographies inclut la dimension culturelle, l'action politique ou revendicative des catégories émergentes comme celles des étudiants, des cadres et techniciens, et s'étend au champ associatif comme au champ intellectuel.

Le tome 4 du «*Maitron*» s'inscrit dans la grande aventure éditoriale de ce dictionnaire qui porte le nom de son créateur. La série comptera 12 tomes, comprenant chacun un volume papier réunissant plus de 600 biographies et un cédérom proposant environ 2 500 notices.

Ouvrage collectif, le tome 4 du «*Maitron*» est paru aux Editions de l'Atelier. 464 p. 65 euros.

N'autre école

Le dernier numéro (n° 21) de la revue de la Fédération CNT des travailleurs de l'éducation consacre une très large place à l'école en Palestine, mêlant témoignages, analyses et pistes de réflexion pédagogiques dans un dossier intitulé «*Palestine, Chiapas, Oaxaca, Argentine - L'école, territoire de résistance ?*». En raison du contexte exceptionnel qui a accompagné la sortie de ce numéro, les auteurs ont décidé de mettre en ligne en libre accès de larges extraits de «*L'école en Palestine*». (<http://www.cnt-f.org/nautreecole/s-pip.php?article93>) Le numéro 21 complet en format papier peut-être commandé pour 4 euros en écrivant à CNT-FTE N'Autre école, 33, rue des Vignoles 75020 Paris.

Le n°22 de «*N'autre école*» est en préparation. Un appel à contribution a été lancé sur le thème «*on ne jette pas l'éponge*»: des syndicats qui s'éloignent du terrain, une école qui se coupe du quartier, la pédagogie qui nie le social... Rentrée fatigué dans des écoles énervées ? N'empêche que partout en France des refus d'obéissance déclarés se font jour : une nouveauté qui relie – enfin – questionnement pédagogique et action collective. Nouvelles aussi ces occupations conjointes avec les parents d'élèves. Les lendemains de crise ne chanteront pas ? Raison de plus pour ne pas céder, pour ne pas se crispier non plus, mais pour inventer de nouvelles formes de lutte. Les animateurs de la revue entendent bien démontrer dans leur prochain numéro que les pédagogies nouvelles ne sont pas si vieilles que ça.

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 6/03/2009



Le Capital dans tous ses délires et désarrois par Dédé



Sommaire

- Page 1 Edito : Jetons de l'huile sur le feu des luttes !
- Page 2 OTAN : Soixante ans et toutes ses dents !
- Page 2 60 questions / 60 réponses sur la dette
- Page 3 et 4 L'esprit des "réformes sarkoziennes"
- Page 5 à 7 Au nom de quoi sauver le capitalisme ?
- Page 7 Travailler tue. En toute impunité.
- Page 8 et 9 ... La crise c'est eux ! La solution c'est nous !
- Page 10 à 12 "Epicéner" ou ne pas epicéner ?
- Page 13 et 14 Eléments d'histoire de la gauche (2)
- Page 15 à 18 Histoire des luttes antinucléaires (1)
- Page 19 Rencontres et Lectures
- Page 20 Le Capital dans tous ses délires et désarrois

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER